ÉCHANGES N° 135 — Hiver 2010-2011

ÉCHANGES

N° 135 — Hiver 2010-2011 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

TUNISIE, décembre 2010-janvier 2011, p. 3
Dans les publications, p. 10

Le coût du travail dans la **ZONE EURO**, p. 11 ◆ Italie : le vote chez **FIAT,** une nouvelle rupture dans les relations sociales, p. 18 ◆ Dans les publications : Europe, p. 22

FRANCE. Heurts et malheurs de la représentation syndicale, suite, p. 25 ◆ Dans les publications, p. 28

Que sont devenus les **ETATS-UNIS** dans la crise ? p. 32 ◆ Témoignages : « Il n'existe pas de tradition sociale démocratique aux Etats-Unis », p. 41 ◆ « Le mur de la honte et du silence »,p. 42
Dans les publications : international, p. 45

CORRESPONDANCE. « Chemises rouges en Thaïlande », p. 47 ◆ « Résister contre l'exploitation et non contre la "souffrance" », p. 48 ◆ « Le mouvement contre la réforme des retraites ? apathie, fatalisme, résignation », p. 48 ◆ « Le mouvement contre la réforme des retraites ? une montée de l'exaspération », p. 49 ◆ « La fin des illusions », p. 51 ◆ « A propos de Philips (Dreux) et de l'autogestion », p. 51

Dans les publications : **THÉORIE,** p. 52

NUMÉRIQUE. Tout ce qui est mauvais est bon pour la jeunesse, quelques réflexions sur le futur du livre, notamment pour la jeunesse, p. 58

Dans les publications : **HISTOIRE,** p. 64

NOTES DE LECTURE. « Fortunes de mer, lignes maritimes à grande vitesse : les illusions bleues d'un capitalisme vert », p. 68 ◆ « Borders of Socialism, Private Spheres of Soviet Russia », p. 69

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations
et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges
et mouvement sont régulièrement déposées
dans les librairies suivantes :

à Angers
L'Etincelle, 26 rue Maillé
☎ 02 41 24 94 45

à Brest
Roignant, 21 rue Navarin
☎ 02 98 44 41 01

à Lyon
La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25

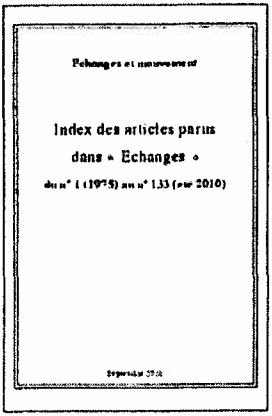
à Paris
La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.
Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10
Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ 01 42 33 62 70.
Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e
☎ 01 43 26 20 17.
Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08
Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

à Rennes
Alphagraph, 5 rue de l'Echange
☎ 02 99 79 74 20

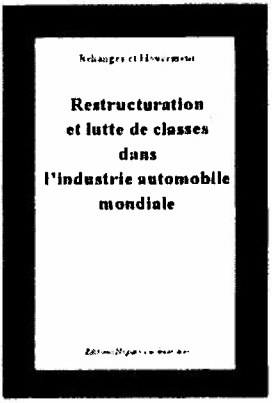
au Canada
La Sociale CDL, Case postale 266
succ. C. – Montréal, Québec
Canada H2L 4K1
lasociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRES PARUTIONS

Les articles figurent dans plusieurs entrées (un article sur une grève dans une mine russe apparaît sous les rubriques « Luttes », « Russie », « Mines »). — Dans chaque entrée les articles sont classés par ordre chronologique de parution.



Liste des rubriques : Aciéries ; Afrique ; Amérique du Nord ; Amérique du Sud ; Asie-Pacifique ; Automobile ; Cinéma ; Crises financières ; Disparitions ; Electronique ; Ecologie ; Economie (et sa critique) ; Energie ; Europe ; Guerres et armements ; Histoire ; Immigration ; Livre (imprimerie, presse) ; Logement ; Luttes sociales et politiques ; Mines ; Misère, chômage, précarité ; Notes de lecture ; Organisation(s) ; Partis et élections ; Ports et docks ; Salaires ; Santé ; Syndicats ; Textile ; Théorie ; Transports ; Travail (organisation) ; Travail (débats sur le travail) ; Travail (temps de) ; Violence politique, prisons.



Ce recueil d'articles publiés dans *Echanges* entre 1979 et 2010 permet d'avoir une vue d'ensemble sur trente années d'histoire des luttes ouvrières dans une industrie primordiale pour le capitalisme. La restructuration du capital est aussi la restructuration des luttes, qui ne disparaîtront qu'avec le capitalisme lui-même.
Ni patrie ni frontières. 180 p., 6 euros

TUNISIE : DÉCEMBRE 2010 – JANVIER 2011

Lorsque, le 17 décembre 2010, un Tunisien de 26 ans, Mohamed Bouazizi, se suicidait par le feu devant la préfecture de Sidi Bouzid, une petite ville de 40 000 habitants du centre de la Tunisie, l'événement n'a fait la « une » d'aucun grand média : un vendeur ambulant s'était vu confisquer sa marchandise par la police et giflé, selon certains témoignages, par une policière municipale. Il s'était tué par désespoir, rien de notable : la confiscation d'un moyen de survie se passe aussi bien en plein Paris et des suicides ont porté la contestation sociale à France Télécom ou à Renault, en France, pour ne citer que quelques cas connus. Jusqu'au milieu du XX[e] siècle, en Europe, quelques désespérés s'attaquaient parfois à tel ou tel représentant du pouvoir ; au XXI[e], ils s'attaquent partout à eux-mêmes.

Mohamed Bouazizi vivait dans une région de Tunisie délaissée par l'Etat, les investissements allant vers la zone côtière, espace touristique générateur de devises : en Tunisie, les services comptent pour 55 % du PIB et emploient 400 000 personnes ; l'industrie, pour 35 % avec 250 000 personnes ; l'agriculture, pour 10 % avec 16 % de la population active (1). Cette région du centre de la Tunisie, industrialisée en partie, a conservé une organisation sociale traditionnelle de petites exploitations agricoles aux mains de familles élargies aux relations interdépendantes. Mohamed Bouazizi portait le nom d'un clan installé depuis longtemps sur le

(1) Nous avons souvent dit dans *Echanges* la méfiance que nous entretenons vis-à-vis des statistiques, officielles et officieuses ; les chiffres que nous citons ici n'ont qu'une valeur indicative. Afin d'éviter une trop longue cohorte de notes en bas de page, nous avons choisi de ne pas renvoyer dans le détail aux sources utilisées : le journal *Le Monde*, le dossier intitulé « Onde de choc dans le monde arabe » dans le numéro de février 2011 du *Monde diplomatique* et divers sites Internet.
Parmi ces derniers, citons ceux qui nous ont plus servi que d'autres : sur http://globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=23079 un article en anglais, « Rising Food Prices and the Egyptian Tinderbox » (L'Augmentation des prix des produits alimentaires et le briquet à amadou égyptien) ; sur http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2970 (site financé par l'Etat français), « Tunisie : pourquoi c'est à Sidi Bouzid que tout a commencé ? », un entretien avec Mohamed Elloumi ; enfin, deux autres entretiens avec des « camarades », dont l'appartenance, non précisée, approche de l'anarchisme, réalisés par Lieux communs, « Le mouvement tunisien est politique et social » et « Tunisie : "Ni cellules destouriennes, ni partis politiques !" » sur http///www.magmaweb.fr/spip/spip.php?article435 (pour le second, taper à la fin article438).

flanc sud du gouvernorat et sa mort a d'abord déclenché des heurts dans les villes et villages alentour où, au fil des années, la surexploitation des terres, le pompage excessif de la nappe phréatique et la forte natalité ont peu à peu paupérisé les familles ; lui-même vivait dans le quartier Ennour-Gharbi, un bidonville excentré de Sidi Bouzid.

Entre janvier et mai 2008, des émeutes avaient déjà eu lieu dans des mines de phosphates à Gafsa, à une centaine de kilomètres au Sud de Sidi Bouzid ; une lutte qui n'était pas parvenue à s'étendre au reste du pays (voir nos bulletins *Dans le monde une classe en lutte* de juin 2008 et suivants). Cette même année, Redeyef, proche de Gafsa, s'était soulevée contre des fraudes lors d'un concours de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa. Kasserine, un peu plus loin au Nord-Ouest, a connu ces dernières années de nombreuses violences liées à la question du sous-emploi de sa jeunesse. Toutes villes insurgées peu après Sidi Bouzid.

Les commentateurs des émeutes en Tunisie ont beaucoup parlé d'insurrection des classes moyennes et de la jeunesse. « Classes moyennes » est un terme qui cache souvent une catégorie de travailleurs prolétarisés payés à des salaires légèrement au-dessus du minimum nécessaire pour survivre, acceptant leur soumission aux conditions sociales existantes dans l'espoir d'un futur meilleur. En Tunisie, lesdites classes moyennes étaient du côté du pouvoir ou n'étaient rien, finalement peu.

Selon l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) (2), syndicat unique, entre 2003 et 2008, la région de Sidi Bouzid n'a créé que 710 postes dans l'industrie. On ne peut nier que la pression démographique sur l'évolution sociale soit un facteur non négligeable dans les émeutes qui touchent actuellement les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient : en 2010, la part des jeunes de 15 à 24 ans était de 18,4 % au Maroc ; 20,5 % en Algérie ; 19,3 % en Tunisie ; 17,3 % en Lybie ; 20,2 % en Egypte ; 20,4 % en Jordanie ; 17,6 % en Turquie ; 20,5 % en Syrie ; 18,9 % en Arabie saoudite ; et 22,1 % au Yemen. Mais, parlant de la jeunesse, il me paraît important, de rappeler qu'elle fut un atout au XIX[e] siècle pour les nations européennes capables de lui offrir un avenir dans les aventures coloniales ; aussi bien qu'elle peut mettre le feu aux poudres, en 1968 dans le monde ou aujourd'hui dans les économies émergentes.

Cette jeunesse n'a jamais formé une classe : il y a des jeunes dans tous les milieux sociaux, c'est une banalité ; en Tunisie comme ailleurs. Il est vrai qu'elle est de nos jours statistiquement plus affectée par le chômage que certaines tranches d'âge, mais diversement selon leur classe d'origine et sans doute pas plus que les cinquantenaires à niveau social équivalent. Il convient plutôt de ramener le poids de cette jeunesse à l'accroissement exponentiel de la population : l'Egypte, par exemple, est passée d'environ 18,5 millions d'habitants en 1945 à plus de 85 millions aujourd'hui.

(2) L'Union générale tunisienne du travail a été fondée en 1946, avant l'indépendance, sur le modèle de la CGT française. Elle a participé activement à la lutte anticoloniale et plusieurs de ses dirigeants ont occupé divers postes officiels sous les présidences de Habib Bourguiba (1957-1987) et de Zine El-Abidine Ben Ali (1987-2011). Lors des émeutes de décembre 1983-janvier 1984, elle avait aidé à la répression contre les émeutiers ; de même, en janvier-mai 2008, pendant le mouvement dans les mines de phosphates de Gafsa. En 2010-2011, ce n'est que poussée par sa base, et donc pour mieux la freiner, qu'elle se décide tardivement à appeler à la grève générale.

ne disent évidemment rien de la qualité de l'enseignement supérieur dans ces pays, mais cette évolution rapide de l'alphabétisation fait que des enfants surdiplômés vivent avec des parents analphabètes, les uns sur les autres sans perspective professionnelle, ce qui implique un total bouleversement des relations familiales traditionnelles.

Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient n'ont le plus souvent à offrir à cette jeunesse surdiplômée que des emplois non qualifiés, mal payés. Depuis le début du XXI[e] siècle, le développement économique de ces pays les a amenés au seuil du capitalisme et intégrés à l'économie mondiale, comme certains pays d'Asie et d'Amérique latine (3) : entre 2000 et 2010, les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont connu des taux de croissance de leur Produit intérieur brut (PIB) de 5 % en moyenne. Des chiffres à relativiser en fonction des ressources de chacun d'entre eux : certains disposant uniquement de rentes pétrolières ((Algérie, Arabie saoudite, Lybie, Yemen), d'autres seulement de quoi nourrir leurs populations (Maroc, Tunisie) ; l'Egypte

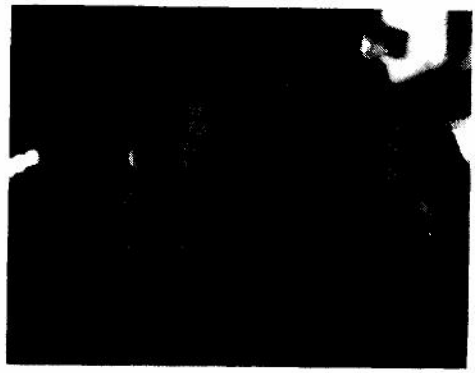
Par ailleurs, à partir des années 1960, l'Algérie, le Maroc, l'Egypte et la Tunisie comptaient environ 50 % des hommes âgés de 20 à 24 ans alphabétisés ; les femmes suivant avec un décalage d'entre quinze à trente ans. En 2010, les taux de scolarisation dans le supérieur étaient, hommes et femmes confondus : au Maroc de 13 % ; en Algérie de 31 % ; en Tunisie de 34 % ; en Egypte de 28 % ; en Jordanie de 41 % ; en Turquie de 38 % ; en Arabie saoudite de 33 % ; et au Yemen de 10 %. Ces chiffres

(3) A propos des luttes ouvrières en Asie, le lecteur pourra se reporter aux articles sur le Bangladesh parus dans *Echanges* n[os] 118, 119 et 124, sur la Chine dans *Echanges* n[os] 110, 114, 120 et 123, et sur la Corée du Sud dans *Echanges* n[os] 120 et 130. A propos de l'Amérique latine, à notre brochure *L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie* (2002), ainsi qu'à *Echanges* n[os] 102 et 118, pour l'Argentine, 112 et 114 pour la Bolivie, et 118 et 119 pour le Mexique.

seule semblant réunir les deux, grâce non pas à la rente pétrolière mais aux royalties afférentes au canal de Suez et à l'assistance nord-américaine (4).

Pour ces raisons structurelles, les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient dépendent étroitement du marché mondial : vente de pétrole et de gaz, sous-traitance dans l'industrie et les services, etc. Leur développement économique et démographique n'ayant pas entraîné d'évolution parallèle de leurs systèmes politiques, c'est cette combinaison d'une élite politique et syndicale prédatrice et d'une augmentation des prix de l'alimentation ou de l'énergie, importées en grande part selon les pays, qui ont conduit aux émeutes : en Tunisie, depuis le 18 décembre 2010, en Algérie entre le 5 et le 10 janvier 2011, à Alger et Oran principalement, sporadiquement en Jordanie et au Yemen, en Egypte depuis le 25 janvier. Les pays détenteurs de rentes énergétiques étant plus à même que les autres d'amortir les tensions sociales par des subventions d'Etat en direction des plus pauvres.

Des analystes de toutes nuances ont souligné le rôle des nouvelles technologies, et de l'Internet en premier lieu, dans la vitesse de propagation des mouvements sociaux en Tunisie et dans les pays environnants : la victoire d'Obama aux élections aux Etats-Unis en 2008 se devrait aux réseaux sociaux d'Internet ; les insurgés en Iran en juin 2009, après la réélection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence du



pays, se seraient appuyés sur ces mêmes réseaux sociaux ; en Moldavie, en avril 2009, les SMS auraient joué un rôle essentiel dans la mobilisation contre le régime ; les révoltes actuelles de la Tunisie à l'Egypte ne seraient pas en reste.

L'expansion de ces technologies n'est qu'un prolongement de l'imprimerie. Elles remplacent souvent la presse écrite ou audiovisuelle, et il ne faut pas se faire plus d'illusions sur la liberté de la presse que sur celle d'Internet ; très peu de ses utilisateurs usent de cette prétendue liberté et il est facile de faire taire tout impétrant : le 16 février 2011, par exemple, les législateurs espagnols s'apprêtaient à voter une loi autorisant le gouvernement à fermer tout site sans passer par l'appareil judiciaire. Comme la presse, Internet n'a d'utilité que par l'usage que chacun en fait : dans les émeutes, le téléphone portable peut remplacer les talkies-walkies d'antan ; dans la vie quotidienne, il ne sert qu'à l'asservissement de son propriétaire.

Lors des mouvements sociaux antérieurs, c'étaient les travailleurs des transports qui répandaient la flamme insurectionnelle. Il semble qu'en Tunisie un reste de traditions claniques et de liens entre vendeurs à la sauvette, et autres adeptes de l'économie informelle, rackettés par la po-

(4) L'exploitation de gisements d'hydrocarbures découverts en Tunisie depuis 2006 est cependant devenue rentable grâce à l'augmentation des cours, et la Tunisie envisage d'augmenter sa production de gaz (actuellement de 2,4 milliards de m³ par an, à comparer aux 81,4 milliards de m³ produits chaque année par l'Algérie).

lice aient servi de détonateur : hormis un appel, à reculons, de l'UGTT à manifester à Tunis le 25 décembre 2010, qui n'a rassemblé que quelques centaines de personnes, c'est le 27 décembre seulement, dix jours après le début des émeutes à Sidi Bouzid, que les manifestations ont massivement atteint la capitale. On peut alors se demander quel crédit accorder à ceux qui nous parlent de l'immédiateté du flux informatif sur Internet. Les rumeurs, au mode conditionnel ou très souvent affirmatif, via ordinateurs ou téléphones portables ont sans doute tenu une place plus importante que l'action de l'UGTT, mais saura-t-on un jour laquelle ?

Une bonne partie de la richesse du pays allait dans les poches des familles Ben Ali et Trabelsi, et de leurs affiliés : selon Mohamed Elloumi, « (...) 160 000 hectares ont (...) été cédés à une société suisse *[en décembre 2010 à la société genevoise Global Wood Holding]*, dans le sud (...). Or, comme on le sait, il n'y avait pas une seule transaction sans que la famille *[Ben Ali]* n'en soit partie prenante »(5). Les multinationales elles-mêmes n'étaient pas à l'abri des raids de la famille : la Télévision suisse romande a enquêté sur les déboires de Nestlé en Tunisie. En 2006, Mohamed Sakhr El-Materi, gendre de Ben Ali, rachète les parts que la Banque nationale agricole et la Société tunisienne des industries laitières, respectivement 26,6 % et 14 %, possédaient dans la branche tunisienne de Nestlé, au prix de 4,5 millions de dinars (3 millions d'euros) et impose son père à la présidence du conseil d'administration. Parts que Nestlé rachètera en juin 2009 pour 23 millions d'euros ; Moncef El-Materi, le père, ne démissionnera, lui, de son poste que le 20 janvier 2011 et les actionnaires de Nestlé en Suisse ne seront jamais informés de cette plus-value pour El-Materi (6).

Le « ¡ Que se vayan todos ! » (Qu'ils s'en aillent tous) qui donnait le la en Argentine en 2001 est devenu « Ben Ali dégage ! » On ne peut que se réjouir de la chute d'un autocrate, mais d'autres attendent pour prendre sa place. Un changement de gouvernement ne fait pas une révolution sociale. Les manifestants réclamaient du pain et la liberté, une litote pour plus d'argent, que certains commentateurs ont réduit à une demande générale de démocratie. Les émeutiers de Tunisie nourrissent peut-être, pour certains, des illusions sur la démocratie à l'occidentale, mais ce qu'ils refusent avant tout ce sont les bouleversements trop rapides de leur vie quotidienne que leur inflige le capital, ainsi que l'illustrent sans ambages la foison de drapeaux nationaux dans les manifestations et le fait qu'aucun vandalisme de mosquée n'ait été rapporté jusqu'à maintenant. Or, la démocratie à l'occidentale, c'est encore plus de

(5) Mohamed Elloumi, « Tunisie : pourquoi c'est à Sidi Bouzid que tout a commencé ? », *op. cit.*

(6) *Le Monde*, 9 février 2011, « Comment le groupe alimentaire Nestlé s'est fait racketter par le clan Ben Ali ».

Structure du PIB tunisien en 2009 (en %)

Services	**42,7**	Transport et communication	30,5
		Tourisme	13,6
		Institutions financières	9,5
		Commerce	23,5
		Autres	22,9
Industries non manufacturières	**17,4**	Mines	5,5
		Hydrocarbures	50,3
		Electricité	7,4
		Eaux	2,4
		Construction et travaux publics	34,4
Agriculture et pêche	**10,9**		
Industries manufacturières	**17,6**	Agroalimentaire	19,5
		Matériaux de construction	10,7
		Mécanique et électrique	23,0
		Chimique	10,8
		Textile et cuir	23,8
		Divers	12,2
Autres	**11,4**		

Source Ministère du développement et de la coopération internationale/www.investintunisia.com

bouleversements et encore plus rapides.

Dans l'immédiat, les émeutes en Tunisie et en Egypte ne font pas l'affaire des entrepreneurs du tourisme en cette période normalement faste. En Tunisie, le chaos, aggravé par les partisans de Ben Ali, la police ou quiconque veut s'approprier quelque chose à moindre frais, commence à effrayer ceux qui n'aspirent qu'à gagner de l'argent. Mohamed Bouazizi est mort le 4 janvier, Ben Ali parti le 14 ; il faut savoir arrêter la grève dit une majorité de la population. Des prisonniers ont été libérés par les émeutiers, à Monastir et Mahdia par exemple ; des prisonniers de droit commun. Les autorités actuelles leur demande de se rendre, les accusent de tous les maux.

Des comités de quartiers se sont créés pour veiller à la tranquillité des habitants et à la protection de leurs biens. Peut-on croire, comme l'affirment les militants tunisiens rencontrés par Lieux communs que ces comités forment l'embryon de futurs soviets (7) ? Les veillées entre habitants où on parle et on décide sont, sans conteste, importantes

(7) « Le mouvement tunisien est politique et social », *op. cit.*, p. 3 et 4.

dans tout mouvement aspirant à renverser la société dominante ; mais on peut aussi relever, en sens contraire, que ces comités ne font que supplanter les forces de l'ordre momentanément impuissantes et pallier la terreur de l'avenir.

L'armée tunisienne attend son heure l'arme au pied. Une petite armée qui n'a jamais connu l'épreuve du feu, dont Bourguiba et Ben Ali se méfiaient, qui ne compte que 45 000 hommes environ et qui, contrairement aux armées des autres pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient n'a jamais trempé dans les affaires, privatisations d'entreprises publiques et autres magouilles.

Achevant la rédaction de cet article dans la deuxième semaine de février 2011, je n'ai pas voulu aborder les émeutes en Egypte, qui ont commencé le 25 janvier et qui posent d'autres questions qu'en Tunisie à cause de sa proximité avec Israël et du traité de paix qui lie les deux pays depuis 1979 : un attentat contre un pipeline à El Arich le 7 février dans le Sinaï a rappelé que l'Egypte est un point d'approvisionnement important de gaz pour Israël, 40 % de sa consommation en provenant. A cause aussi du canal de Suez... et d'une classe ouvrière nombreuse et combative.

Des observateurs, à mon avis abusés par les apparences, ont parlé de contagion au monde arabe des émeutes parties de Tunisie. Plutôt que résultat d'une appartenance culturelle, cette contagion me paraît due à une histoire économique et sociale partagée : une économie dépendante de ses exportations vers les pays développés, une élite politique prédatrice des richesses nationales et une incapacité à maintenir la censure sur la circulation des informations. Une situation que l'on retrouve aux antipodes : le gouvernement chinois se sent menacé et les internautes en Chine ne peuvent plus cliquer sur les mots Tunisie ou Egypte. Lancé le 28 août 2009, Sina Weibo (Web chinois en langage vernaculaire), cousin de Twitter, a dépassé, en octobre 2010, la barre des 50 millions d'utilisateurs, mais un dessin animé qui montrait une population de lièvres oppressée par un gouvernement de tigres, et qui se révolte, n'était plus consultable, à partir du jeudi 27 janvier, sur les sites Internet chinois (8).

Le 11 février 2011, Hosni Moubarak a démissionné de la présidence du pays et confié les rênes au Conseil suprême des forces armées ; une majorité d'Egyptiens semblent actuellement s'en réjouir. Les soulèvements d'un peuple contre des autorités détestées se délitent habituellement à la suite de la chute desdites autorités sans avoir en rien apporté de réponses aux questions sociales sous-jacentes. En Tunisie et en Egypte, comme en Algérie dans les années 1990, l'insurrection une fois matée ne laissera-t-elle pas place à une guerre civile larvée ? Des milliers de Tunisiens ont d'ores et déjà fui leur pays, attestant qu'ils n'accordaient aucune confiance aux promesses d'amélioration de leur vie quotidienne qui leur ont été faites, et sont arrivés clandestinement sur l'île de Lampedusa, en Italie, le 13 février.

J.-P. V.

A lire sur Internet

◆ « Tunisie. Vu de loin », de Gérard Bad, sur www.spartacus1918.canalblog
◆ « Sur les luttes en Algérie, Tunisie et Egypte », de Raoul Victor, http://www.leftcommunism.org/spip.php?article232&lang=nl

(8) La nouvelle année chinoise qui s'est ouverte le 3 février 2011 est l'année du lièvre. Elle a remplacé l'année du tigre.

◆ *Courant alternatif*, le mensuel de l'Organisation communiste libertaire, rappelle dans son n° 207 (février 2011), sous le titre « Des événements qui n'auraient pas dû se produire », que la droite au pouvoir en France n'a pas été seule à soutenir Ben Ali, mais que l'ensemble de la gauche aussi a soutenu « une transition sans rupture » (dixit Delanoë) assurée par le parti unique adhérent de l'Internationale socialiste. Mettant en garde contre les interprétations « conspirationnistes », l'OCL souligne que « cette révolution, quoi qu'elle puisse devenir, est partie de l'intérieur de la société tunisienne, des villages et des régions les plus pauvres, sans qu'aucun parti, même d'opposition, ne s'en soit mêlé, du moins au début. Les classes moyennes intellectuelle ou technicienne sont arrivées elles aussi après, en rappelant qu'elles étaient opposantes au régime. ». Pour l'OCL, qui rappelle les données économiques majeures (en 2009 et 2010,la moitié de chaque classe d'âge s'est trouvée sans emploi, contre un tiers auparavant ; les emplois proposés concernent la main-d'œuvre non-qualifiée, laissant de côté les diplômés chômeurs dont le nombre a explosé), tout en soulignant que la Tunisie a déjà connue des émeutes et des grèves (en 1984, en 2008), la clé du futur est dans « l'opposition bien réelle entre la petite et jeune bourgeoisie citadine et les jeunes "laissés-pour-compte" de l'intérieur du pays, qui ajoutent à la revendication de démocratie et de liberté le refus de la précarité et du chômage. La première a joué son rôle de postulante au poste (*sic*) de future classe dominante, plus en maîtrisant Internet qu'en manifestant (...). Mais les seconds n'ont pas dit à ce jour leur dernier mot. Comme le dit Fatma Benmosbah (...) la deuxième manche c'est "bobo contre prolo". »

◆ Fatma Benmosbah, que *Courant alternatif* cite comme si tout le monde la connaissait, est apparemment une chercheuse en sciences sociales dont on trouve le texte sur Internet à l'adresse : http://nawaat.org/portail/2011/01/25/tunisie-%e2%80%93-le-face-a-face-bobos-contre-prolos/

◆ « Tunisie. La révolution n'est pas finie », dans *Alternative libertaire* n° 203 (février 2011).

Algérie

◆ Après les émeutes de décembre, *Courant alternatif* n° 207 (février 2011) brosse, sous le titre « L'émeute pour le dire », un sombre tableau du pays qui prépare l'après-Bouteflika sur fond de lutte de factions au sommet du pouvoir et de fortes tensions géostratégiques autour des hydrocarbures, mais aussi sur fond d'une lourde crise sociale. Jacqueries et affrontements sont fréquents en Algérie, mais le revers de la situation est une profonde désespérance qui pousse les Algériens à partir (30 000 "brûleurs de frontières" clandestins arrêtés en 2010) ou à manifester par des actes spectaculaires comme les immolations (ou autres tentatives de suicides, dont le nombre s'élèverait de source gouvernementale à 10 000 par an). Une généralisation des émeutes pourrait-elle faire vaciller le pouvoir ?, demande *CA*, qui indique que celui-ci, en tout cas, se prépare à l'affrontement : augmentation de 50 % des salaires des policiers, caméras de vidéosurveillance...

◆ « Peuple algérien, encore un effort... », dans *Alternative libertaire* n° 203 (février 2011).

LE COÛT DU TRAVAIL EN QUESTION DANS LA ZONE EURO

CHAQUE FOIS qu'un employeur veut faire baisser le coût du travail, il brandit la menace de la fermeture et de la délocalisation de son entreprise. Les exemples se sont multipliés en France et en Europe, mais semblent toujours insuffisants pour le patronat. Le journal financier *La Tribune* du 13 décembre 2010, dans un article titré « Le débat sur le coût du travail monte en puissance dans la zone euro », débute par cette question : « L'ajustement de l'emploi pendant la crise ayant été insuffisant par rapport à la chute de l'activité, un ajustement sur les salaires est-il envisageable en France et en Europe ? ». Ce propos dans ce journal n'est pas neutre et il semble bien qu'au niveau de l'Union européenne (UE), on tente, par la chute du coût du travail, de faire diminuer la consommation des ménages en espérant ainsi reporter la crise sur d'autres, comme par exemple la Chine. La chute du coût du travail à ce niveau n'est qu'une mesure protectionniste du même ordre que les dévaluations compétitives. Reste maintenant à remettre la baisse du coût du travail à la place qu'elle occupe dans le prix des marchandises.

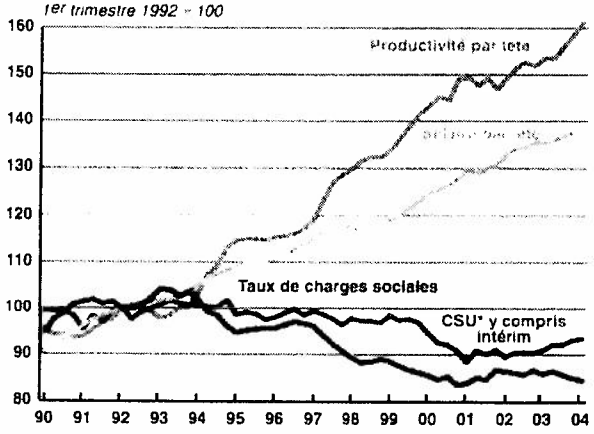
Chaque fois c'est le même scénario, l'entreprise doit fermer par manque de rentabilité. Des prolétaires comme « les Contis » – les salariés du fabricant de pneus Continental –, tentent de lutter classe contre classe, pendant que d'autres à General Motors (Strasbourg) acceptent baisse de salaire et diminution des jours de congé induits par la réduction du temps de travail (RTT), pour finir par se battre pour le montant des indemnités de licenciement.

Les dernières victimes et otages

Les 2 500 salariés de l'équipementier automobile allemand Continental (1) en Midi-

(1) Les trois usines Continental Automotive (une autre division du groupe allemand que Continental Rubbers, qui a fermé le site de Clairoix) de Midi-Pyrénées fabriquent des composants électroniques pour les clients du groupe (des boîtiers et des capteurs de pression des pneus à Toulouse, des injecteurs essence et diesel et des boîtes de vitesses à Foix, des capteurs à Boussens).

Le coût salarial unitaire et ses composantes dans l'industrie manufacturière française



En dix ans, de 1994 à 2004, dans l'industrie manufacturière en France, le coût salarial unitaire a baissé de 20 %. Cette évolution s'explique principalement par le fait que les gains de productivité du travail n'ont pas été entièrement répercutés en augmentation de salaire.

Le coût salarial unitaire augmente d'autant moins vite que la productivité du travail augmente plus vite que le salaire par tête. Cet écart peut être renforcé par une baisse du taux des charges sociales.

C'est ce que l'on peut vérifier dans le graphique ci-contre.

http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr/jp-simonnet/spip.php?article82

Pyrénées sont pris en otage par la direction qui tente de faire baisser le coût du travail pour « sauver l'emploi » jusqu'en 2015. Pour cela il faut que les salariés renoncent à deux jours de RTT). Selon l'employeur le site obtiendrait ainsi un gain de 8 % sur le coût salarial, et serait compétitif comme les sites allemands. En fait il ne s'agit pas de concurrence et de compétitivité mais de profit, car la hausse ou la baisse des salaires n'est qu'une question de répartition entre capital et travail et ne va pas jouer sur le prix des marchandises (2).

Une étude réalisée en 2010 par Mathilde Lemoine, directrice des études économiques de la banque HSBC, et qui fut membre de cabinets ministériels, est particulièrement intéressante. Elle dit que

« Le coût du travail en France reste inférieur à celui du travail en Allemagne. En effet, si, en France, les cotisations patronales versées pour une heure de travail sont supérieures à ce qu'elles sont en Allemagne, le salaire y est inférieur. Au total, le coût d'une heure de travail est donc plus bas en France qu'en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et bien entendu au Danemark, en Suède ou au Luxembourg ».

Chez Continental (Midi-Pyrénées), nous sommes en présence du même scénario que celui utilisé par General Motors à Strasbourg en juillet 2010, pour sauver les profits. La menace de fermeture du site a fait plier les salariés qui ont voté le plan contre l'avis de la CGT et CFDT.

Après le référendum du 19 juillet, la direction de GM Strasbourg s'est félicitée de la « forte approbation » qu'elle avait obtenue, flattant au passage les salariés qui ont bien compris que la direction voulait

(2) Karl Marx explique tout cela dans *Salaire, prix et profit*.

« sauver » les 1 150 emplois en les plumant : le « sauvetage » prévoit un gel des salaires sur deux ans, pas d'intéressement jusqu'en 2013 et une renonciation à plus d'un tiers des 16 jours de RTT actuels, soit une baisse de 10 % du coût de la main-d'œuvre.

A Continental, la presse locale vient elle aussi à la rescousse :

> « Pour *[certains]* salariés, l'entêtement des deux syndicats à refuser les accords met en péril la survie même de l'entreprise. "Les syndicats Continental Automotive CGT et CFDT ont-ils bien compris que les investissements d'aujourd'hui, qui se décident au travers de ce plan et de la médiation sont la seule garantie de nos emplois de demain ?" »
>
> (*La Dépêche* du 10 novembre 2010.)

Plusieurs cadres se disant « indépendants » ont été jusqu'à envoyer une lettre ouverte à Bernard Thibaut et François Chérèque dénonçant les délégués syndicaux CGT et CFDT ; ils font pression pour qu'ils acceptent le plan « de relèvement des profits » aux frais des salariés, car c'est de cela qu'il s'agit.

Mais les salariés commencent à se rendre compte que tout cela n'est qu'un sursis qui finira par des licenciements comme récemment chez Ingersoll Rand (usine spécialisée dans les outils de levage). Après deux semaines de grève et blocage de l'usine, les 70 salariés de l'usine ont repris le travail le 13 décembre, acceptant une prime de licenciement supralégale de 22 000 euros par salarié plus 1 925 euros par année de présence, agrémentés de formation de réinsertion. Les premiers licenciements débuteront en mai 2011, pour une fermeture définitive du site à la fin de l'année.

LE COÛT DU TRAVAIL ET...

...LA CONCURRENCE

Le problème actuel, ce n'est pas la concurrence, avec un grand C, mais celle que les prolétaires du monde acceptent de se faire entre eux en réduisant jour après jour leur moyens de vie et de survie ou en épousant une cause nationale, religieuse, d'entreprise... A ce rythme la descente aux enfers pour le grand bien du capital est toute garantie, comme l'indiquait déjà Marx en son temps :

> « Le développement même de l'industrie moderne doit nécessairement faire pencher toujours davantage la balance en faveur du capitaliste contre l'ouvrier et, par conséquent, la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus

EN HAUSSE...

Parmi les Etats membres pour lesquels les données sont disponibles pour le troisième trimestre 2010, les plus fortes hausses annuelles des coûts horaires de la main-d'œuvre ont été enregistrées en Bulgarie (+10,2 %), en Roumanie (+ 6,3 %) et en République tchèque (+ 5,6 %).

EN BAISSE...

Les baisses annuelles les plus importantes ont été observées en Grèce (– 6,6 %), en Lituanie (– 1,7 %) et aux Pays-Bas (–1,3 %). (sources Eurostat.)

ou moins, la valeur du travail à sa limite la plus basse. Mais, telle étant la tendance des choses dans ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doive renoncer à sa résistance contre les atteintes du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter une amélioration temporaire à sa situation ? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'êtres faméliques pour lesquels il n'y aurait plus de salut. Je pense avoir montré que ses luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système du salariat dans son ensemble, que, dans 99 cas sur 100, ses efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée au travail, et que la nécessité d'en disputer le prix avec le capitaliste est en connexion avec la condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme une marchandise. Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. »

(*Salaire, prix et profit*)

C'est malheureusement ce qui vient de se passer en Italie à la Fiat de Mirafiori (Turin) ; l'entreprise désormais sortie de la Confindustria, l'association patronale, est en quelque sorte libérée de la loi et de la constitution – le rêve de toute multinationale. Fiat vient d'obtenir par un référendum la liquidation de nombreux droits.

...LE MACHINISME

Sachons que sous la domination du capital pleinement développé, le principal concurrent du prolétaire c'est la machine. Aujourd'hui ce sont de véritables complexes automatisés ne comprenant que très peu de main-d'œuvre qui sont à la pointe de la production. La part de temps de travail socialement nécessaire à la production de, par exemple, une automobile, ne cesse de baisser et n'a que peu d'incidence sur le prix final de la marchandise. Il en résulte que la baisse du coût du travail devient un cache-sexe de la crise ou, pire, le dernier atout d'ajustement pour masquer une faillite imminente.

Le sociologue Michel Freyssenet, dans un entretien titré « Renault aurait pu devenir le Honda de l'Europe » (3), explique preuves à l'appui, que le coût du travail n'a pas l'importance que l'on veut lui accorder. Son article est une véritable démystification sur le sujet : il considère que le coût du travail vient au mieux en deuxième, quand ce n'est pas en troisième ou quatrième position, dans la chaîne de détermination du profit. L'auteur précise plus loin que « contrairement à ce qu'il se dit, les salaires allemands restent supérieurs aux salaires français... l'écart est de 22,3 % dans la filière automobile ».

Dans un reportage de la revue allemande *Wildcat* en Roumanie, lors de la grève chez Dacia (4), on pouvait lire :

« La centrale des exportations est situé au pied de la colline, face à la prison de Mioveni. Les Logan déjà assemblées y

(3) https://www.easybourse.com/bourse/international/interview/2068/michel-freyssenet-gerpisa.html (et nombreuses reprises sur le Web). Michel Freyssenet est un des fondateurs du Gerpisa (Groupe d'étude et de recherche permanent sur l'industrie et les salariés de l'automobile).

(4) « Plus audible, plus consciente, plus audacieuse, la grève chez Dacia-Renault marque un tournant », traduit dans *Echanges* n°125 (été 2008).

sont redémontées (CKD, Completely Knocked Down), empaquetées et envoyées à d'autres chaînes d'assemblage en Russie, en Inde ou au Maroc. On évite de cette façon d'avoir à payer les fortes taxes douanières frappant les importations de véhicules finis. »

Nous voyons ici que le coût du travail n'est qu'une entrave mineure comparé aux taxes douanières, puisque les constructeurs peuvent se permettre de monter, démonter et remonter un véhicule et réaliser ainsi plus de profit. Bien entendu, si le coût du travail venait à augmenter de manière importante, le système ne serait plus viable.

Le coût du travail dans le produit final n'est pas le même d'un secteur à un autre. Par exemple il est plus important dans le secteur de l'habillement et a effectivement une incidence forte sur le prix de la marchandise. Par exemple, lorsque l'entreprise britannique Dewhirst quitte le Maroc pour la Chine, 10 000 emplois sont touchés sur sept sites de production. Dewhirst s'est implantée au Maroc en 1996, attirée par le faible coût de la main-d'œuvre et la proximité de l'Europe ; seulement la concurrence chinoise, avec un salaire minimum légal plus faible et un temps de travail sans limite, allait mettre un terme à l'exploitation par la société Dewhirst du gisement de main-d'œuvre féminine marocaine. Les trois facteurs principaux sont bien identifiés : le dirham fort, l'envolée des coûts salariaux et énergétiques et la réforme tarifaire – même ici il n'y a pas que le coût du travail.

Il faut noter que le salaire minimum légal marocain est l'un des plus élevés de la région : l'équivalent de 180 euros contre 140 pour la Tunisie et 90 pour l'Egypte.

PRODUCTIVITÉ DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE

Chiffres 2002. L'usine Nissan de Sunderland a conservé la première place du classement l'an dernier, avec 95 véhicules produits par salarié (– 5,9 %), suivie par les usines Ford de Sarrelouis et Toyota de Burnaston, ex-aequo avec 87 véhicules produits (l'usine Ford avait produit 81 véhicules par employé en 2000 et celle de Toyota 86). La moyenne européenne s'établit à 58,3 véhicules.

Par constructeur, Renault obtient les meilleurs résultats, avec six usines parmi les quinze premières (celle de Valladolid apparaît au cinquième rang avec celle de Opel à Eisenach, avec 77 véhicules par employé comme en 2000, et celle de Flins neuvième, avec 73 véhicules par employé contre 70).

A l'inverse, six usines de PSA Peugeot Citroën figurent parmi les quinze dernières du classement.

Selon World Markets Research Centre, aucune usine européenne ou nord-américaine ne figure parmi les dix usines les plus productives dans le monde (les neuf premières sont japonaises et la dixième coréenne, la première étant celle de Mitsubishi à Mitsushima avec près de 180 voitures produites par employé), mais les constructeurs européens et américains ont commencé à réduire leur écart de productivité avec les Japonais en restructurant ou en fermant des usines inefficaces, en réduisant leurs capacités.

Le coût de l'énergie en Kw/h est de 0,08 euro au Maroc contre 0,05 en Tunisie et 0,02 en Egypte.

...L'EMPLOI

Si la chute du coût du travail devait avoir l'incidence qu'on lui attribue sur l'emploi, depuis trente ans que le capital s'attaque victorieusement aux acquis sociaux, nous devrions actuellement être en situation de plein emploi, avec de nouveau des hausses de salaire. C'est tout le contraire qui se produit : la pauvreté consécutive au chômage et au travail précaire fait des ravages dans l'UE des 27 (ils sont 116 millions), et ce n'est pour nous pas une découverte mais la marche normale du système capitaliste. Celle où la force de travail est soumise comme toute marchandise à la loi de l'offre et de la demande. Avec cette caractéristique que la marchandise force de travail est la seule marchandise capable de faire fructifier le capital.

On dit généralement que la « mondialisation » a institué un nouvel esclavage en mettant en concurrence directe les salariés de tous les pays grâce à la suppression des barrières douanières et des restrictions à la circulation des capitaux. Ce n'est pas ladite mondialisation et son frère le libéralisme qui sont en cause, mais bien le capital dont il est dans ses gènes de conquérir et de se soumettre la planète entière (thèses de base du *Manifeste communiste*).

Ce n'est pas pour rien que Karl Marx souligne que l'esclave salarié, contrairement à l'esclave tout court, n'appartient pas à un maître mais à la classe capitaliste toute entière, d'où le slogan « les prolétaires n'ont pas de patrie » :

> « Mais l'ouvrier dont la seule ressource est la vente de sa force de travail ne peut quitter la classe toute entière des acheteurs, c'est-à-dire la classe capitaliste, sans renoncer à l'existence. Il n'appartient pas à tel ou tel employeur, mais à la classe capitaliste, et c'est à lui à y trouver son homme, c'est-à-dire à trouver un acheteur dans cette classe bourgeoise. »
>
> (*Travail salarié et capital*)

Il en résulte que la « mondialisation » actuelle n'a pas plus de valeur que la manipulation du terme impérialisme, visant à favoriser les luttes de libération nationales au détriment de la lutte de classe.

...LA ROBOTIQUE

Lorsque nos réformistes mettent en avant l'absence d'investissement productif pour relancer la croissance, ils oublient en général de dire que tout investissement productif se fera au détriment de l'emploi dans la branche où il va s'effectuer, de même pour l'exploitation d'une nouvelle découverte... Et en période de crise, l'ajustement productif par le coût du travail est plus rentable et surtout moins risqué (du fait de sa grande flexibilité) qu'une rationalisation en capital fixe.

Marx explique bien, dans le livre premier du *Capital*, cette relation entre le coût du travail et l'introduction de machines et il fait cette remarque :

> « Considéré exclusivement comme moyen de rendre le produit meilleur marché , l'emploi des machines rencontre une limite. Le travail dépensé dans leur production doit être moindre que le travail supplanté par leur usage. »
>
> (*Le Capital*, t. I, Editions de Moscou, p. 376)

C'est cette différence et d'autres paramètres qui déterminent l'emploi des machines à la place de la force de travail.

> « Aussi, voit-on aujourd'hui des machines inventées en Angleterre qui ne trouvent leur emploi que dans l'Amérique du Nord. Pour la même raison, l'Allemagne, aux XVI[e] et XVII[e] siècles inventait des machines dont la Hollande seule se servait ; et mainte invention française du XVIII[e] siècle n'était exploitée que par l'Angleterre »
>
> (*Le Capital, op. cit.*, p. 377)

Il en résulte que plus le prix de la force de travail est bas, même en dessous des possibilités de reconstituer la force de travail, plus l'emploi du machinisme ou nouvelles technologies sera mis en échec. Ceci explique pourquoi les usines délocalisées en Europe de l'Est ou en Chine, ne sont que partiellement industrialisées, par exemple:

> « La mécanisation de l'industrie de la confection coûte beaucoup plus cher que celle de l'industrie textile, mais elle ne se justifie que dans les pays où le coût de la main-d'œuvre est le plus élevé. En fait, à différentes occasions, les producteurs des pays développés ont préféré délocaliser leur production dans les pays ou la production est la moins chère. »
>
> (Diana Hochraich, *L'Asie du miracle à la crise*, éd. Complexe , p.38).

EN CONCLUSION

Sans remettre en cause l'importance du coût du travail, il me fallait en relativiser, selon les secteurs, son poids dans le produit final qui sera mis sur le marché (vendu comme marchandise). Il était aussi nécessaire de récuser l'argument des investissements productifs qui relanceraient l'emploi dans l'UE au moment où il y a une surproduction capitaliste caractérisée, et alors que toute relance ne peut se faire que par une destruction massive des forces productives. Même cette solution classique pour résorber les crises ne semble plus opérante sur le long terme ; les forces productives sont si concentrées et centralisées au niveau international, que la bouffée d'air qu'apporterait une destruction massive de forces productives serait vite compensée, posant de nouveau le problème d'une destruction de forces productives à une échelle supérieure. De convulsion en convulsion, il faudra bien qu'un bouleversement, une révolution sociale, libère les forces productives matérielles et humaines.

Gérard Bad

LE VOTE CHEZ FIAT, UNE NOUVELLE RUPTURE DANS LES RELATIONS SOCIALES

« Le vote de Fiat est capital pour l'industrie italienne » : c'est par ce titre que le *Financial Times* du 16 janvier 2011 salue l'adoption par référendum, auprès des 5 431 ouvriers de l'usine mythique Mirafiori à Turin, des transformations des relations de travail.

Pourtant le résultat était prévisible, car il n'est que l'aboutissement d'un long processus sur un accord déjà signé par six syndicats (sur sept présents dans l'usine, l'exception étant le syndicat CGIL) et le terme d'un chantage à la fermeture qui a persisté pendant toute cette restructuration de Fiat Italie. En revanche, le vote est bien capital mais pas seulement pour l'industrie italienne, car il est un exemple de plus, notamment pour l'Europe, des ruptures dans les relations sociales avec la destruction des cadres nationaux qui posaient des limites collectives aux conditions d'exploitation (1).

L'empire Fiat n'est qu'un exemple de ce qui se passe dans la sphère de la production mondiale, notamment dans l'automobile. Non seulement Fiat, ces dernières années, a largement délocalisé (à ses cinq sites italiens [80 000 travailleurs] il a ajouté des usines notamment en Pologne, Brésil, Serbie, Amérique du Nord – un total mondial de 190 000 travailleurs), mais il a pris une participation chez Chrysler restructuré (en visant le contrôle total) pour se hisser au niveau des grands mondiaux.

(1) Les États-Unis furent parmi les premiers, sous les menaces de fermeture et en utilisant toutes les ressources de la législation sur les faillites, à obtenir la renonciation par le syndicat de l'automobile UAW à tous les contrats collectifs antérieurs et une transformation drastique des conditions de travail (dont une baisse des salaires de 50 %). En s'acoquinant avec Chrysler, Fiat a profité de cette situation pour se hisser à la taille internationale. C'est lors de cette annexion que le directeur général de Fiat, Sergio Marchionne, a précisé la ligne générale de ses conceptions en matière de gestion de la force de travail : « Il faut accepter une culture de la pauvreté plutôt qu'une culture des droits. » Cette évasion des limitations du cadre national des règles sur les relations de travail peut se faire par d'autres voies, comme par exemple la discussion actuelle d'une convention collective européenne des chemins de fer.

Dans la féroce compétition, exacerbée par la crise avec la pression générale sur les coûts de production, l'opération italienne de Fiat prend une signification particulière pour l'ensemble du prolétariat, italien, européen et mondial. Cette levée de toutes les barrières nationales d'un côté laisse libre champ aux conditions d'exploitation mais de l'autre, en mettant tous les prolétaires de ce secteur en concurrence sur le même plan international, tend à unifier leurs luttes.

La stratégie de Fiat pour parvenir à cet alignement des conditions d'exploitation dans les usines italiennes sur celles délocalisées s'explique en quelques chiffres : les 6 000 travailleurs de l'usine Fiat polonaise de Tychy, la plus productive d'Europe, sortent une voiture toutes les 35 secondes et, lorsque cette usine atteint 100 voitures par an par salarié, l'usine brésilienne en est à 76 et celles d'Italie à 29,4. L'offensive des patrons de Fiat a visé successivement les trois principales usines italiennes, en commençant là où les résistances pouvaient être les moindres. Tout d'abord, Fiat a refusé d'entamer une quelconque discussion collective avec les syndicats à l'échelle du groupe,cherchant à imposer des contrats usine par usine. D'abord fut annoncée, début 2010, la fermeture définitive en 2011 de l'usine sicilienne de Termini Imerese, près de Palerme (2). Pour briser toute velléité de résistance dans le groupe Fiat, le directeur général, Marchionne, annonce au même moment que 30 000 travailleurs de six usines italiennes seront mis en chômage technique pour quinze jours, en ajoutant que « Fiat gagnerait davantage si elle n'avait pas d'usines en Italie », ce qu'on confirme par le transfert de la production de Sicile en Serbie. De fait, outre des actions locales ponctuelles, les syndicats ne lancent contre cette fermeture qu'une grève de quatre heures, présentée comme le prélude d'une « mobilisation générale » qui ne verra jamais le jour.

Il reste à franchir le cap des deux autres usines importantes, celle de Naples et celle de Turin.

La première visée est la plus vulnérable. A Pomigliano d'Arco, dans la banlieue de Naples (environ 5 000 travailleurs), la réforme des conditions de travail proposée introduit plus que la flexibilité totale ; nous dirons en quoi lorsque nous évoquerons le même scénario pour l'usine mère de Turin. Tous les syndicats sauf celui « de gauche » (CGIL) finissent par être d'accord sur cette réforme qui doit être soumise aussi aux travailleurs du site, avec une surenchère au chantage de Marchione : l'usine sera fermée si le « oui » à la réforme n'atteint pas 80 %. Dans une région au taux de chômage endémique particulièrement élevé, le résultat ne fait pas de doute, mais pas comme le souhaite la direction : le 22 juin 2010, sur les 95 % de votants, le « oui » atteint 62 %, ce qui représente en fait quelque 55 % des travailleurs. Pour prolonger le suspense et pour préparer la suite, la décision d'investir et de rapatrier une partie de la production polonaise n'est prise qu'un bon mois plus tard.

C'est en fin d'année, le 24 décembre, que le même type d'accord est signé par tous les syndicats à l'exception de la CGIL (3) pour

(2) Cette usine de 1 400 travailleurs avait été le fruit d'une décision politique pour réduire le chômage et se heurtait aussi à des problèmes propres à la Sicile, l'influence de la Mafia.

(3) Le refus du syndicat FIOM (CGIL) (15 % des ouvriers de Mirafiori contre 38 % aux autres syndicats et 47 % de non-syndiqués) de signer les accords pour les deux usines ne doit pas faire illusion, même si apparemment ce refus les exclut pratiquement de toute discussion ou représentation sur ces sites. Il y a un conflit à ce sujet entre la tête de la confédération CGIL (qui

l'usine de Mirafiori à Turin (5 500 travailleurs). Il est accepté les 13 et 14 janvier 2011 par une majorité de 54,05 % des 94,2 % de votants, ce qui fait tout juste la moitié des travailleurs turinois (4). L'accord ainsi consenti est le même que celui accepté à l'usine de Naples. Fiat envisage de l'étendre à l'ensemble de ses usines italiennes mais, comme le souligne l'article du *Financial Times*, il va servir de modèle pour les relations de travail en Italie dans l'avenir.

C'est en ce sens qu'il convient d'examiner de près son contenu. En voici les points essentiels :

- ◆ chaque travailleur doit signer individuellement chaque partie de l'accord. Cela signifie que ce travailleur perd toute référence à un contrat collectif et est exposé à toute action disciplinaire individuelle en cas d'infraction à cet engagement par exemple en cas de grève ;
- ◆ seuls les syndicats signataires auront le droit de présenter des candidats aux élections de représentants dans l'entreprise, ce qui pratiquement signifie une sorte d'adhésion obligatoire ;
- ◆ seuls les syndicats signataires auront le droit de convoquer des assemblées dans l'usine ;
- ◆ trois schémas possibles de travail en équipe, certains impliquant des équipes de 10 heures ;
- ◆ heures supplémentaires obligatoires jusqu'à 120 heures annuelles au-delà des 40 heures, soit quinze jours de travail supplémentaires qui peuvent être imposés le dimanche ou les jours de fête ;
- ◆ le temps global des pauses dans une équipe est réduit de quarante minutes à trente minutes, soit trois pauses de dix minutes ;
- ◆ les primes sont réduites à une seule qui n'est pas payable aux nouveaux embauchés ;
- ◆ après la troisième absence non justifiée, non-paiement des jours non travaillés ;
- ◆ sanctions pour refus de participer à des séances de formation ;
- ◆ mutation sur d'autres postes de travail entièrement à la discrétion de Fiat.

Sans minimiser tout ce qui touche directement aux conditions d'exploitation, le point le plus important est la rupture avec le concept juridique de travailleur collectif, c'est-à-dire dont le contenu du contrat de travail individuel est réglé par des contrats collectifs et le code du travail. Le paradoxe des deux votes est que des accords d'usine, qui peuvent d'ailleurs être identiques, remplacent cet encadrement collectif par un contrat écrit individuel, liant le travailleur directement à son employeur, échappant à toute autre règle collective et aux possibilités de contrôle qui en découlaient (les deux accords seraient illégaux eu égard au code du travail et même à la constitution qui légitimise le droit de grève). Cela rejoint les tendances à l'individualisation du poste de travail que l'on constate partout, notamment en France, bien que les contrats individuels restent soumis à certains accords collectifs et à un droit du travail

(suite de la note 3)
approuve les accords et dont un dirigeant a même déclaré qu'il « saluait le sens des responsabilités des travailleurs qui ont sauvé des milliers d'emploi ») et les syndicats de base de la FIOM La grève de 8 heures lancée pour le 28 janvier ne changera pas grand-chose mais de nombreux indices dans les déclarations des leaders montrent qu'il finira par se rallier après des oppositions de façade.

(4) Ce pourcentage se retrouve avec quelques légères variantes dans un décompte par catégories sauf sur la chaîne de montage où le rejet (53,2 contre 46,8 %) est beaucoup plus net. L'appoint pour l'approbation est fourni par les départements employés qui approuvent à 95,5 % contre 4,5 % de non, on devine aisément pourquoi. Ce qui permet de situer les fractures entre prolétariat et couches moyennes de salariés.

étendu. Pour pouvoir échapper aux contrats collectifs encore en vigueur en Italie, qui découlaient de l'appartenance de Fiat au syndicat patronal Cofindustria, Fiat a non seulement transformé les structures juridiques du groupe mais a démissionné de la Cofindustria, ce qui lui laisse le champ libre pour régler les conditions de travail dans ses usines, notamment par ces accords signés dans les deux principales usines du groupe (5).

Laissons la parole de nouveau au *Financial Times* (12 janvier 2011) :

> « La victoire de Serge Marchionne (...) représente un événement crucial pour les relations sociales en Italie (...) Elle donne aussi un aperçu de la lutte que doit affronter l'industrie automobile européenne qui cherche à résoudre la surproduction et à améliorer la productivité dans la compétition avec les constructeurs meilleur marché en Asie et en Amérique. Les patrons de l'industrie italienne célèbrent la victoire de Marchionne (...) Beaucoup espèrent que cette percée donnera du poids aux négociations pour des contrats plus flexibles, aussi bien dans les banques que dans les entreprises semi-étatiques »

Malgré le départ de Fiat de la Cofindustria, ce syndicat patronal comme le gouvernement approuvent les deux accords et le président de la Cofindustria a déclaré récemment : « Mirafiori est un virage important. On doit aller de l'avant en adoptant des régulations *ad hoc* pour les usines et les branches industrielles. » On peut penser que ces accords Fiat vont servir de modèle pour toutes les relations sociales en Italie et que cela va signifier le démantèlement du système garantissant aux travailleurs des droits collectifs constituant une protection contre les abus dans l'exploitation de la force de travail.

Cela serait-il valable pour la France ? Le départ d'une entreprise du Medef permettrait-il à cette entreprise d'échapper à toute la législation du travail et aux contrats collectifs ? Un accord collectif s'applique en France lors de sa conclusion seulement au champ d'entreprises défini dans l'accord lui-même, à tous les salariés des seules entreprises adhérant au syndicat patronal signataire. Il est généralisé par décret à toutes les entreprises, adhérentes ou non au syndicat signataire, dans la zone géographique définie dans le décret. A ce moment, l'appartenance ou non à un syndicat patronal ou une démission n'ont plus aucun sens.

En revanche, cela deviendrait possible si l'accord n'avait pas fait l'objet d'une extension, ce qui ouvrirait la possibilité de situations identiques à celles qui se posent à propos de Fiat. Cependant, dans la période récente, une infinité de contrats précaires de même que l'individualisation des postes de travail (voire le salaire au mérite) ont souvent créé des situations qui se rapprochent de celle des travailleurs de Fiat après les accords d'usine. La nouveauté, c'est que ce changement radical dans les relations de travail s'est fait à grande échelle, en le faisant accepter aux travailleurs par un chantage épaulé par la crise qui a balayé en faveur du patronat le rapport de forces préexistant.

H. S.

(5) La division juridique de Fiat en deux entités distinctes – FiatSpa pour les voitures et Fiat Industrial pour les camions et véhicules spéciaux – n'est pas liée directement avec cette rupture dans le concept des relations de travail. Elle correspond à des nécessités financières et aux projets éventuels de reprise directe de Chrysler.

La grève des aiguilleurs du ciel espagnols

◆ « Le gouvernement militarise les conflits du travail » à propos de la grève des aiguilleurs du ciel qui a eu lieu fin novembre-début décembre 2010 en Espagne, dans le n° 374 (janvier 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole : « L'état d'urgence est décrété pour la première fois depuis la mort du dictateur et le service des contrôleurs aériens est militarisé. Un précédent autoritaire est ainsi imposé dans la résolution des conflits du travail qui ouvre la porte à l'armée pour se substituer aux grévistes ».

◆ Pour plus d'informations se reporter à l'article de Corsino Vela, du groupe Etcétera, « Criminilisation et conflit du travail », dans *Courant alternatif* n° 207 (février 2011)..

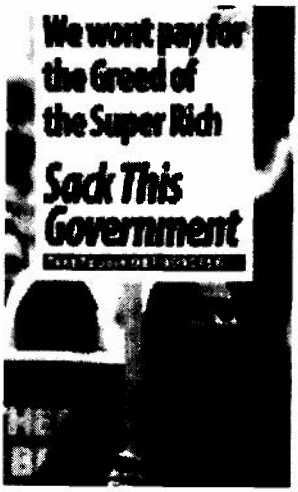
Espagne : la grève du 29 septembre

◆ Plusieurs numéros de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, font le point sur la grève générale du 29 septembre 2010 en Espagne et

La crise sur le Vieux Continent

◆ Le mensuel de l'Organisation communiste libertaire, *Courant alternatif*, commence dans son n° 206 (janvier 2011), avec « Le cas irlandais », une série d'articles sur la crise économique dans les Etats européens. Le n° 207 (février 2011) décrit « La crise dans l'Etat espagnol », en plusieurs articles : « Crise capitaliste, offensive de l'Etat et mobilisations sociales », « Nécessité et significations d'une grève générale », entretien avec José Luis Carretero, de la revue *Solidaridad Obrera*, « La particularité basque s'exprime », et un article de Corsino Vela « Criminalisation et conflit du travail », publié dans le journal *Diagonal* en janvier.

◆ « Europe : nous ne paierons pas leur dette », dans *Alternative libertaire* n° 202 (janvier 2011). Pourquoi les **Etats sont-ils passé subitement des politiques de relance mises en place après la crise dans la plupart des pays, à des politiques de rigueur qui en annulent les effets ? Tout simplement parce que la période est marquée par un abandon de la souveraineté au profit des marchés financiers, sous l'égide de l'Union européenne, et que ces marchés craignent le défaut de paiement des Etats. Si la réaction populaire a été lucide, écrit *Alternative libertaire*,**



ses suites : dans le n° 371 (octobre 2010), « Réaction et participation massives le 29 septembre 2010 à l'appel de la CNT », « La lutte se passe dans la rue, non au Parlement. Barcelone, un cri pour la grève sociale » (voir l'article de Corsino Vela, du groupe Etcétera, que nous avons traduit dans le n° 134 d'*Echanges*) ; dans le n° 372 (novembre 2010), « Les répercussions de la grève générale », compte rendu de la poursuite des luttes et entretiens avec des militants de la CNT plus un bref historique des grèves générales en Espagne de juillet 1855 à avril 2003 ; enfin, dans le n° 373 (décembre 2010), « Les mobilisations continuent après le 29 septembre ».

◆ « Espagne, après la grève générale », dans *Alternative libertaire* n° 200 (novembre 2010).

◆ Un coup de gueule de Katy de Barcelone, qu'elle appelle Karcelona (jeu de mot avec « prison », « carcel » en espagnol, les milieux alternatifs semblant aimer remplacer les c par des k) dans le n° 47 (décembre 2010) de la revue barcelonaise *Etcétera* : « Il y a eu une grève générale en Espagne le 29 septembre ? » Un article où tous les noms communs sont mis au féminin pluriel et les noms propres réduits

avec la propagation du mot d'ordre « Nous ne paierons pas leur crise », les luttes qui se multiplient un peu partout souffrent cependant d'une absence de convergence et de coordination. Ce dossier contient des articles spécifiques sur l'Irlande, le Portugal, la Grèce, et le rôle du FMI.

◆ Dans *Alternative libertaire* encore (n° 201, décembre 2010) : « Irlande, combativité contre austérité ».

◆ « Les mesures anti-ouvrières du gouvernement socialiste espagnol » dans *Le Prolétaire* n° 497.

◆ Le groupe espagnol Etcétera, dont nous recensons régulièrement les publications, vient de publier une brochure *Notes autour de la crise* (décembre 2010) présentée comme suit : « On regarde la télé, on lit les journaux pour être informés, savoir ce qui se passe... Mais on sait que les nouvelles nous parviennent déformées, dans une version officielle structurée des faits (...). Quand, il y a deux ans, les médias ont commencé à rendre compte de la crise, nous nous sommes demandé : qu'est-ce qu'ils nous veulent ? et, pour tenter de répondre à cette question, nous avons alors avancé plusieurs considérations et présenté différentes réponses à la situation engendrée par la crise. Nous avons voulu y revenir aujourd'hui de façon, si possible, plus explicite (...). La crise sert d'instrument pour nous arracher ce qui nous reste en propre, à privatiser ce qui nous est commun, par la paupérisation, la précarisation... (...) ». Ce recueil rassemble des articles parus précédemment dans les n°s 45 et 46 de la revue *Etcétera* : « Quelques considérations pour analyser la crise actuelle soi-disant financière », « Quelques suggestions à propos de la crise », « Crise du capital, crise du travail » et « La réalité

à des initiales, Barcelona/Karcelona devenant, par exemple, KCN et grève générale (« huelga general » en espagnol), HG. Pas de HG à KCN pour Katy.

OGM hispaniques

◆ « Ils revendiquent le sabotage d'un champ de maïs transgénique expérimental à Badajoz » dans le n° 372 (novembre 2010) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.

Royaume-Uni

◆ « Benefits struggles in the UK, : The renewed imposition of work in the era of austerity, prospects for resistance » dans *Aufheben* n°19 (2011).

Portugal

◆ Les 19 et 20 novembre 2010, l'OTAN s'est réunie à Lisbonne quelques jours avant la grève générale du 24 du même mois appelée par les syndicats. L'occasion pour l'Etat portugais de faire étalage de sa force répressive selon le n° 374 (janvier 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole dans un article intitulé : « A la veille de la grève générale la terreur d'Etat s'impose au mouvement autonome de contestation ».

◆ « Portugal, une rigueur bien sélective », dans *Alternative libertaire* n° 202 (janvier 2011)

de la crise : considérations et réactions » (voir *Echanges* n°' 129, p. 34 et 132, p 58), complétés par des statistiques récentes. Contact : Etcétera, Apartado 1363, 08080 Barcelona, Espagne ; www.sindominio.net/etcetera

◆ Selon le n° 88 (hiver 2010) de la revue allemande *Wildcat*, « Le libéralisme est à bout... ». Un dossier, « Europe : Attendre la fin de la crise ou lutter contre la politique de crise ? » recense les luttes ouvrières qui se sont déroulées à Hackney, en Angleterre, et contre la réforme des retraites en France (« un pays qui ne veut pas se laisser réformer ») ; la grève générale du 29 septembre en Espagne ; les dernières nouvelles des mouvements en Grèce. En Allemagne, Berlin et Stuttgart ont aussi vibré au rythme de la contestation cet automne 2010.

Manifestation à Dublin. IMF :International Monetary Fund.

◆ Dans *Le Prolétaire* n° 497 (juillet-octobre 2010), la seconde partie d'un article sur « le capitalisme mondial au tournant de la crise ».

HEURS ET MALHEURS DE LA REPRÉSENTATION SYNDICALE

SUITE SANS FIN*

Le problème global de la fonction syndicale dans la relation capital-travail et de son évolution avec les formes d'exploitation de la force de travail a fait l'objet d'un précédent article*. Cette évolution, découlant d'une part de la globalisation du capital et des nouvelles techniques de production, et d'autre part des impératifs généraux du capitalisme liés à la baisse du taux de profit, nécessitait l'adaptation de règles fixées (pour la France) il y a plus de soixante ans.

Cette adaptation n'était pas chose facile car cela bousculait pas mal d'intérêts. D'autant plus qu'en France la pratique du paritarisme dans nombre d'institutions annexes aux relations de travail avait au fil des ans installé des positions de pouvoir et de financement que précisément la réforme se promettait de simplifier sinon d'éliminer.

Nous avions tenté de montrer que la loi du 20 août 2008, émanant directement d'un accord conclu entre le principal syndicat patronal (le Medef, émanation des plus grosses entreprises) et les deux principaux syndicaux de salariés, CGT et CFDT (dont l'étroite collaboration pouvait faire présumer une fusion à long terme) modifiait totalement les règles antérieures de la « représentativité syndicale » (1).

On est passé d'une représentativité légale permanente, définie une fois pour toutes

* Voir *Échanges* n° 133 (été 2010).

(1) Sans doute pour donner l'impression que l'idéologique déterminait les choix, la loi de 2008 définissait pas moins de sept critères de représentativité, certains purement formels (respect des valeurs républicaines, indépendance politique, religieuse, vis-à-vis de l'étranger et des patrons), d'autres plus matériels mais aisément manipulables (transparence financière, durée d'activité, influence et effectifs) pour ne se centrer en fait que sur un seul : l'audience exprimée dans les élections d'en-

par l'Etat, à une représentativité temporaire pouvant être remise en cause à tout moment à chaque niveau (entreprise, groupe, branche – locale, régionale ou nationale), l'Etat ne faisant que garantir l'application de règles définies paritairement par les quelques syndicats susmentionnés. De toute évidence, le but de l'ensemble est de simplifier une situation rendue confuse, inefficace et coûteuse pour un bon fonctionnement du système dans les conditions présentes. Ce qui signifie l'élimination de toutes les marginalités syndicales et des possibilités de nuisance des dissidences.

Outre la prééminence ainsi donnée à la cellule de base de l'entreprise, ce qui correspondait à une évolution amorcée depuis plus de vingt ans, la loi de 2008 contient des dispositions qui, dans un raffinement de détails, ont muselé en fait toute expression indépendante à ce niveau. Le fait que l'évaluation des votes ne tient compte (même en cas d'abstention massive) que du premier tour des élections aux comités d'entreprise (ou, à défaut, de délégués du personnel) a conduit ainsi à éliminer toute autre forme d'expression légale de la volonté de la majorité des travailleurs de l'entreprise.

Nous ne reviendrons pas sur la complexité des questions de seuils dans les pourcentages évoqués pour définir à la fois la représentativité mais aussi la validité des contrats collectifs. Disons seulement que tout cela s'est enfoncé dans un maquis juridique inévitable pour ce qui était le produit d'un compromis laborieusement élaboré.

Après plus de deux années de « pratique », on peut commencer à faire le point sur les premiers résultats de la mise en vigueur de cette loi mais aussi sur certaines conséquences imprévues.

Tout d'abord, il est apparu qu'il est parfois bien difficile d'additionner les voix recueillies dans les entreprises pour déterminer les quotas généraux, souvent en raison de l'imprécision des appartenances syndicales (2). Dans les grandes entreprises, ces votes (décomptés d'août 2008 à octobre 2010) ont eu l'effet escompté par l'élimination des « petits » syndicats : le nombre de syndicats représentatifs, qui était de sept à huit,a été réduit en moyenne à quatre (3), amenant un renforcement des deux principaux CGT et CFDT, ce qui était finalement le premier but de la manœuvre. Par contre dans les entreprises petites et moyennes, pratiquement peu de choses ont changé, car souvent on n'y trouvait déjà qu'un ou deux syndicats représentés. Les commentaires insistent sur le fait que les syndicats survivants vont être contraints d'assurer une formation sérieuse des « représentants » syndicaux d'entreprise, nantis ainsi de pouvoirs de négociation étendus. Mais aussi qu'il en résultera une compétition beaucoup plus intense dont la finalité sera, dans quelques années, la disparition à ce niveau du pluralisme syndical, ce qui est le but recherché.

Dans les entreprises importantes, l'élimination des représentants syndicaux en place depuis longtemps et souvent devenus des sortes de bureaucrates inamovibles, détachés de tout travail, pose des problèmes

treprise. Pourtant un jugement portant sur les critères idéologiques a décidé que le fait pour un syndicat de prôner l'abolition de l'Etat et l'action directe n'était nullement un obstacle à la représentativité et restait compatible avec le « respect des valeurs républicaines »

(2) Plus de 70 % des procès verbaux collectés lors des élections d'entreprise comporteraient des erreurs.
(3) Au niveau national, seuls quatre syndicats seraient représentatifs (CGT, CFDT, FO, CGC) mais il en resterait sept aux niveaux régional et local.

de reclassement résolus individuellement par des solutions bâtardes mais qui seront également transitoires. Plus importants sont les remous provoqués par les « petits » syndicats éliminés de la représentativité. Nous avons signalé ces tentatives de regroupement de « petits » syndicats qui ont tenté en s'unissant d'échapper au couperet du pourcentage fatidique garantissant la représentativité : d'où des mariages de circonstances qui ont pu soulever des protestations de militants de base. Un des épisodes tragi-comiques de ces fusions intéressées a touché la CFTC cheminots. Le 17 novembre 2010, une cinquantaine d'adhérents du syndicat ont envahis l'immeuble confédéral pour protester bruyamment contre un accord conclu avec FO et la CGC afin de présenter des listes communes aux élections de mars 2011.

◆ Il est difficile de savoir pourquoi le gouvernement a poussé au vote d'une loi créant des formes de représentativité syndicale pour ce que l'on a appelé les TPE (Très Petites Entreprises), celles ayant moins de 11 salariés et qui échappaient depuis toujours à toute obligation électorale de représentants syndicaux. Il est évident que **la loi du 15 octobre 2010 instituant une représentativité dans ces TPE** a été imposée contre l'hostilité de cette catégorie patronale et qu'elle semble avoir été le résultat d'un maquignonnage gouvernement-syndicats (débats et vote poursuivis en plein dans le mouvement pour les retraites). On ne sait trop ce que seront les décrets d'application de cette loi qui prévoit une représentativité dans un cadre local couvrant les entreprises d'un secteur géographique pour le ou les syndicats ayant recueilli au moins 8 % des votes pour des candidats membres d'un syndicat mais pas forcément d'une des entreprises considérées. Lors des débats parlementaires, les patrons des TPE avaient réussi à faire écarter le projet de création de commissions paritaires territoriales qui aurait eu contrôle et gestion de la force de travail des TPE. En l'état actuel, ce que l'on peut conclure sur ce point est que s'est ouvert, vu l'importance relative de ces TPE, un nouveau champ d'activité pour les bureaucraties syndicales (4).

◆ Un autre facteur peut influer sur cette question de représentativité. Il découle de la forme qu'a prise le mouvement de lutte contre la réforme du système de retraite du second semestre 2010 . Un premier effet semble avoir été, pour les élections d'entreprise qui se sont déroulées récemment, certains déplacements d'audience en fonction des attitudes des centrales dans ce mouvement. Mais ce qui est plus important, quant à la finalité de toute cette réforme de la représentativité, **c'est la tentative de prolonger l'existence de l'intersyndicale constituée dans ce mouvement, à la fois pour exprimer une pression de base et pour la contrôler**. C'est en ce sens que la CFDT propose que l'intersyndicale devienne « un espace de propositions » (Chérèque, leader de la CFDT) ou que la CGT envisage d'en faire un « rassemblement plus durable des forces syndicales (...) pour construire et renforcer un syndicalisme rénové de transformation sociale » (appel CGT-FSU du 16 décembre 2010). Va-t-on vers une sorte de cartel syndical qui rendrait presque obsolète toute l'usine à gaz de la représentativité ?

H. S.

(4) Des décrets sont à l'étude pour fixer les critères de représentativité pour les fonctionnaires et agents territoriaux qui échappent à la réglementation de la loi de 2008. Ils découlent de la loi sur la « rénovation du dialogue social » du 6 juillet 2010 dont la finalité est la même que celle de la loi de 2008 pour les entreprises : rationaliser le système de représentation syndicale.

Antilles

◆ « Antilles : se détourner du jeu politicien ». Les jeunes Martiniquais, écrit *Alternative libertaire* dans son n° 203 (février 2011), récusent de plus en plus un jeu politicien qui n'offre aucune perspective d'action ni de changement réel. Dès la rentrée de septembre des conflits ont éclaté dans de multiples entreprises. Le rédacteur estime que le Collectif du 5 février (K5F, Martinique) ou le Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP, Guadeloupe) sont « la forme organisationnelle de notre époque. Des syndicats de combat auxquels s'ajoutent des associations. Mais les partis politiques doivent en être exclus. »

◆ « Mouvement social en-Guadeloupe, le volcan n'est pas éteint » dans *CQFD* n° 85 (janvier 2011).

Monoprix à Marseille

◆ « Multi grève à Monoprix », dans *CQFD* n° 82 (octobre 2010), chronique d'une grève au Monoprix de Marseille.

◆ Dans *Alternative libertaire* n° 200 (novembre 2010) : « Monoprix, 22 jours sans livraison »

Etre chômeur en 2011

◆ « Sécu et assurabnce chomage en ligne de mire pour 2011 », dans *Alterna - tive libertaire* n° 201 (décembre 2010) : les nouvelles diminutions de remboursements inscrites dans la loi de financement de la Sécurité

Le mouvement contre la réforme des retraites

Profusion de texte sur le mouvement de 2010 contre la réforme des retraites :

◆ « La France brûle sans pétrole », un article dans le n° 372 (novembre 2010) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, sur les grèves de l'automne 2010 en France.

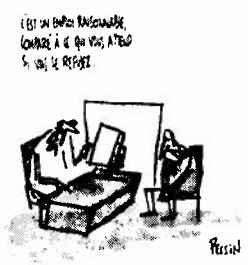
◆ « 2010, un rebond pour la lutte des classes », dans *Alternative libertaire* n° 200 (novembre 2010) : « De l'unité des syndicalistes de classe », « Octobre dans l'Anjou rouge », « Clermont-Ferrand, du côté des étudiants ».

◆ « Automne 2010, premiers bilans », dans *Alternative libertaire* n°201 (décembre 2010).

◆ « Dossier mouvement social », dans *Courant alternatif* n° 204 (novembre 2010) : « Notes sur la période inachevée », « Répression à Lyon », « Des visages parlent », « Les retraites : une charge ou un fromage ? ».

◆ « Regard sur le mouvement social 2010 », dans *Courant alternatif* n° 205 (décembre 2010) : « Malgré les appels à la grève générale et durable, celle-ci ne s'est pas déclenchée. Mais, et la nouveauté est là, les ardeurs combatives (...) se sont investies dans des actions multiformes, en particulier de blocages. Quelle portée, quelle résonance ont eu ces actions ? » – un dossier comprenant aussi, entre autres : « Comme il n'y avait pas d'os à ronger, pourquoi pas une intersyndicale ? », « Boulogne-sur-Mer : une défaite mais pas la déroute »,

sociale adoptée en septembre accentuent le transfert des remboursements vers les complémentaires privées, qui augmentent leurs tarifs, et du coup le renoncement de nombreuses personnes à demander des soins devenus trop chers. L'assurance-chômage doit faire l'objet de négociations en mars. La gestion du chomage de masse est de plus en plus lourde, avec le nouvel âge de départ à la retraite, les suppressions de postes dans la fonction publique, les perspectives économiques, l'allongement du



Dessin de Pessin publié dans « Le Monde » en 2008.

temps de chômage... Plutôt que de revoir le calcul de l'indemnité, le gouvernement pourrait restreindre encore l'accès au chômage. *AL* prévient contre les propositions « pour en finir avec le chômage des jeunes » émises par l'Institut Montaigne, un groupe de réflexion financé par 80 grandes entreprises, et qui prône entre autres un « assouplissement » du CDI.

◆ Le n° 202 (janvier 2011) d'*Alternative libertaire* s'intéresse, lui, au mouvement des chômeurs, «aujourd'hui très affaibli ». Les chômeurs sont de plus en plus isolés, les durées d'indemnisation sont réduites, la dernière convention Unedic a rompu avec l'idée mutualiste et solidaire de l'assurance-chômage. Et les chômeurs (dont la moitié ne sont pas indemnisés) ne sont pas représentés dans

« Les grèves dans les raffineries : blocage de l'économie ou "blocage" du mouvement ? », « Une revendication peut en cacher d'autres »

◆ « Danser sur un volcan » et « Retour sur le mouvement d'octobre », « Qui veut véritablement l'affrontement de classe ? », dans *A Contre Courant* n° 220 (décembre 2010).

◆ « Le blocage de l'économie comme une évidence. Quand ça commence à grincer dans des bastions de la paix sociale », dans *Communisme*, revue du Groupe communiste internationaliste, n° 62 (décembre 2010) : 23 pages d'un long article et d'annexes reproduisant des textes issus du mouvement contre les retraites. Celui-ci, écrit *Communisme*, « se distingue en termes de dépassement des cloisonnements sectoriels, d'auto-organisation et de contamination de pratiques ciblées contre l'économie et l'Etat) ».

◆ « Ensemble contre le capitalisme », dans *Intervention communiste* n°101 (novembre-décembre 2010).

◆ « Sud Education Aquitaine dans la lutte contre le projet de réforme des retraites », dans *La Lettre* n° 37 (Sud Education Aquitaine,191 cours de la Somme, 33800 Bordeaux).

◆ *Info-luttes* est une feuille d'infos périodique d'une assemblée interpro de lutte à Caen couvrant la France entière. Pour les infos régionales : www.resistances-caen.org

◆ « Le collaborationnisme politique et syndical en action pour empêcher la défense des retraites », dans *Le Prolétaire* n°497.

◆ « Tenir et ne rien lâcher », infos dispersées sur le mouvement des

la gestion paritaire de l'Unedic. *AL* revient sur les manifestations de chômeurs de 2008 et 2009, pour estimer qu'aujourd'hui le mouvement des chômeurs est devenu plus un « mouvement des précaires », porté par les jeunes et qui, « faute de pouvoir bloquer la production, entend bloquer la machine de contrôle social de l'Unedic, qui vise à soumettre les précaires et chômeurs à une logique d'"employabilité" à tout prix et d'acceptation de n'importe quel emploi ». *AL* cite le collectif L'appel et la pioche (http://lappeletlapioche.org/?p=511), qui milite pour un revenu minimum garanti, et le collectif Droits nouveaux (http://www.pourdesdroits-nouveaux.org/), qui a organisé en 2009 des Marches régionales contre le chômage et la précarité.

Syndicats

◆ Regain d'intérêt sur la fonction et le rôle des syndicats avec *Travailleurs contre bureaucrates* (Ni patrie ni frontières, voir *Echanges* 134, p 67) et « Lutte de classe et lutte syndicale » dans le n° 2 (octobre 2010) de *Classe prolo, la revue* c/o Union régionale CNT-AIT, Vieille Bourse du Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille.

Rencontres à Bagnolet

◆ Ouverture d'un lieu de rencontre où l'on peut trouver à manger et à boire, des publications de toutes sortes, des discussions pour aller plus loin. Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo, Bagnolet. Permanences : lundi et mercredi de 16 heures à 20 heures et le samedi de 12 heures à 17 heures.

retraites, dans *La Forge* n° 511 (octobre 2010).

◆ « Quelque chose s'est mis en marche ...contre l'injustice, contre le capitalisme », dans *Partisan* n° 243 (décembre 2010).

◆ « Chronique d'un mouvement social au temps du sarkozysme – La France qui se lève tôt et qui n'est pas contente » dans *CQFD* n° 83 (novembre 2010).

◆ Dans *CQFD* n° 82 (octobre 2010)« Après les émeutes » (sur le quartier de La Villeneuve à Grenoble : « Survie d'une utopie déglinguée ».

◆ « Derrière l'austérité budgétaire, une nouvelle agression contre le salariat » (A. Bihr) dans *A Contre Courant* n°' 218 et 219.

◆ « Les leçons d'une défaite » dans *A contre courant* n° 221 (janvier-février 2011).

◆ « Analyse du mouvement récent contre la réforme des retraites en France par les camarades de la CNT-AIT française » dans le n° 373 (décembre 2010) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.

◆ La traduction en espagnol d'un texte d'Henri Simon dans le n° 47 (décembre 2010) de la revue barcelonaise *Etcétera* : « En arrière-fond des manifestations contre la réforme des retraites, un "ras-le-bol" envers les politiques et la politique, ou mieux, contre le propre système capitaliste » ; un article qui reprend, formulés différemment, les arguments développés dans « Le mouvement contre la réforme des retraites est aussi un mouvement contre la précarité et la paupérisation » paru dans le n° 134 d'*Echanges*.

La presse, des NMPP à Presstalis : fin d'une exception

◆ Depuis 1947, la loi Bichet a organisé la distribution de la presse de manière à ce que tous les titres soient distribués librement sur tout le territoire. Les journaux adhèrent à des coopératives de distribution, et les distributeurs ne peuvent choisir les titres qu'ils distribuent (comme ils le faisaient auparavant). C'est ainsi que les NMPP furent formées de cinq coopératives, détenant 51 % du capital, et des messageries Hachette, détenant 49 %. Et les frais étaient calculés selon des barèmes organisant une péréquation, afin d'assurer la distribution de tous les titres, les petits comme les gros.

Courant alternatif, cependant, se plaint que le système avait ses défauts : impossible pour les petits tirages de choisir leurs points de vente.

Les NMPP (qui contrôlent 80 % du marché) ont changé de nom en 2009 pour devenir Presstalis, et s'orienter vers la rentabilisation de leur activité. Leurs pertes nettes atteignaient en 2009 26,5 millions d'euros. La recapitalisation de Presstalis par les éditeurs et le groupe Lagardère, ainsi que l'aide de l'Etat (Lagardère refusait d'apporter les 50 millions qui lui étaient réclamés au titre d'actionnaire principal ; l'Etat, en accordant une subvention de 25 millions d'euros, a permis à Lagardère de diviser par deux son apport), ont été conditionnées à une restructuration de l'entreprise. Ainsi la filiale chargée de distribution des journaux à Paris et dans les communes limitrophes est-elle menacée de fermeture. Ses salariés ont fait grève en décembre pour protester contre cette disparition mais Presstalis souhaite procéder à 225 licenciements (sur 229 salariés !).

Mais surtout, Presstalis applique depuis le 1er octobre 2010 de nouveaux barèmes (les tarifs facturés aux éditeurs), qui veulent refléter dorénavant le « coût réel » de la prestation de la messagerie de presse. Ainsi, Presstalis rompt avec l'un des derniers axes subsistant de la loi Bichet, fondé sur une certaine péréquation des coûts de la distribution, en particulier pour les titres d'information politique et générale.

◆ *Courant alternatif* explique que le coût de distribution est devenu supérieur au revenu de ses ventes, et que son compte est devenu par conséquent débiteur. « Toute la presse ayant une faible diffusion commerciale (inférieure à 5 000 exemplaires), écrit *CA* dans son n° 204 (novembre 2010), est concernée, et dans quelques mois beaucoup de titres auront ainsi disparu des kiosques et librairies (...) Nous quittons donc ce réseau comercial, sans regrets ! »

◆ *Alternative libertaire* n'a pas (pas encore ?) fait ce choix, mais écrit (n°s 201 et 202) : « *AL* condamné par la réforme scélérate de Presstalis » : « Ces nouveaux tarifs plongent l'ensemble de la presse radicale et libertaire dans un gouffre financier qui risque de lui être fatal. (...) C'est un enjeu politique décisif qui se joue dans cette réforme : l'existence même de la presse d'information politique. (...) Il apparaît incontournable de lancer une campagne sur la liberté de la presse ».

◆ Concrètement, les deux mensuels appellent à la forme de soutien la plus efficace : s'abonner.

Courant alternatif, 30 euros pour un an, OCL c/o Egrégore, BP 1213, 51058 Reims cedex

Alternative libertaire, 20 euros pour un an, BP 295, 75921 Paris cedex 19.

QUE SONT DEVENUS LES ÉTATS-UNIS DANS LA CRISE ?

(SUITE ET FIN)

On a vu chez un sous-traitant de General Motors à Indianapolis (1) des travailleurs refuser de se laisser enfermer dans l'alternative acceptation/fermeture et (ce qui est aussi important) former un comité de lutte autonome tentant de trouver la solidarité des autres travailleurs; on a vu aussi (ce qui est plus important) le développement d'autres formes de résistance similaires se développer. Même si le cas reste isolé, la soumission du syndicat UAW aux impératifs des constructeurs a été dépassée. Le maintien, après toutes les tentatives syndicales d'imposer le nouveau contrat liant les salariés à l'entreprise, du refus de la majorité des travailleurs d'entériner ce contrat a mis tous les protagonistes au pied du mur.

L'effet global du chômage et de sa pression sur les travailleurs encore en activité semble avoir eu pour effet, comme dans ce cas de General Motors, une baisse du coût unitaire du travail de telle dimension dans certains secteurs et pour certaines catégories de travailleurs qu'elle entraîne la relocalisation aux Etats-Unis des activités délocalisées (notamment celle de centres d'appel revenant d'Inde pour employer des Latinos).

Cette pression énorme sur les conditions d'exploitation de la force de travail aux Etats-Unis appelle deux observations dans des domaines apparemment différents mais qui peuvent converger dans une contestation plus radicale de tout le système :

◆ dans les usines couvertes par les « nouveaux contrats » amoindrissant considérablement salaires et avantages desnouveaux embauchés, il est fréquent de voir travailler côte à côte sur un travail parfaitement identique des travailleurs payés le double du voisin. Cette situation reflète une différence de génération et si les anciens ne peuvent guère tirer gloire d'avoir conservé leurs avantages, les jeunes qui peuvent leur reprocher de ne pas s'être battus, ont quand même accepté leur condition très différente parce que la situation de l'emploi les y contraignait (2). Outre

(1) Voir « Une amorce de résistance ouvrière organisée ? », *in* « Que sont devenus les Etats-Unis dans la crise ? », *Échanges* n° 134, p. 25.

(2) Les rares propositions d'emplois, même très mal

les conflits internes personnels qui peuvent surgir de cette situation ubuesque, des témoignages montrent que cette « jeune génération » commencera à revendiquer dès que l'évolution économique comportera moins de précarité ;

◆ si on évalue à plus de 25 % la proportion de travailleurs ayant vu leur salaire réduit dans ces conditions drastiques, un phénomène semble s'être développé, celui qu'un quotidien appelait les « voleurs de salaires » (3) : soit des entreprises qui utilisent toutes les astuces possibles, y compris la faillite, pour retarder le paiement des salaires ou même ne pas les payer du tout, soit des donneurs d'ordre qui disparaissent dans la nature, ce qui est possible lorsqu'on embauche à la journée ou pour une tâche précise les plus précaires, notamment immigrés, qui restent sans argent et sans aucun recours. Cette situation n'est pas sans rappeler celle des pays en développement où de fréquent conflits, souvent très violents, surgissent des délais ou du non-paiement des salaires dus. Le développement de telles pratiques aux Etats-Unis peut-elle générer de telles révoltes ?

Comme partout, les chiffres officiels minimisent l'impact du chômage. Fin août 2010, le nombre officiel des chômeurs atteignait 15 millions (14,6 % de la population active), mais on décomptait 11 millions de découragés qui avaient quitté les recensements, et on pouvait y ajouter quelque 9 millions subissant ce que les Américains nomment « temps partiel involontaire ».

Les journaux américains sont remplis de cas individuels exposant les difficultés de ceux qui se retrouvent à la fois sans emploi, sans logis et ne comptant que sur des expédients temporaires, familiaux et autres, pour garder la tête hors de l'eau sans pouvoir savoir comment cela se terminera.

Obama a affirmé à diverses reprises qu'il n'était pas là pour combattre la pauvreté et que seule la reprise de l'économie libérale y pourvoirait. Des « programmes

---

payés, voient affluer un nombre de postulants totalement disproportionné avec le nombre d'emplois offerts et le chômage élevé des jeunes fait qu'ils ne sont pas très regardants avec ce qu'on leur offre. De plus dans cette situation pour laquelle ils peuvent remercier le syndicat UAW qui a conclu et imposé le nouveau contrat collectif, les jeunes doivent obligatoirement adhérer à ce syndicat, dont les cotisations sont prélevées par l'employeur sur leur maigre salaire.

(3) *Washington Post*, 17 mars 2011.

de formation » pour les chômeurs dont le financement est très réduit, n'ont en 2009 concerné que 241 000 chômeurs, qui pour la plupart n'ont pas retrouvé d'emploi. Après avoir été prolongée plusieurs fois, la période d'indemnisation du chômage, actuellement de 99 semaines, est restée fixée à ce chiffre après le refus récent du Sénat américain de la prolonger de nouveau. Ce qui place de plus en plus de chômeurs longue durée dans une situation particulièrement précaire. Car hors du système d'aide alimentaire (les food stamps) et les aides humanitaires submergées et dont le financement s'est réduit à cause de la crise, il n'existe aux Etats-Unis aucun des « amortisseurs » que l'on trouve en Europe : plus de ressources d'aucune sorte, plus de garantie maladie et de plus, des restrictions dans tous les services publics que chaque Etat particulier devrait procurer à ses ressortissants.

Les ravages de la politique libérale du crédit. En mars 2010, la dette globale des foyers américains s'élevait à 122 % des revenus disponibles. Un commentateur a pu écrire que chaque Américain pouvait croire qu'il disposait dès sa naissance d'un droit à un logement en toute propriété, ce qui était évidemment considéré par la classe dominante comme un élément de stabilisation sociale définissant ce sentiment d'appartenance à une classe moyenne disposant d'un ensemble de droits et de garanties quasiment innés. C'est une telle idéologie qui peut expliquer le développement exponentiel des crédits de toutes sortes et en particulier des crédits immobiliers : chacun pouvait spéculer sur son avenir, même si c'était purement imaginaire. L'éclatement de la bulle immobilière et ses conséquences, les difficultés apparues dans toutes les autres formes de crédit, n'ont apparemment pas calmé cette frénésie d'emprunt. Comme le soulignait le *Financial Times* : « Plus les politiques interviennent, plus c'est la même chose (4) ». Le nombre des défaillances des crédits hypothécaires et des « repossessions », c'est-à-dire des expulsions de ceux qui ne peuvent plus payer les mensualités, n'a cessé de croître encore cette année (95 000 de plus rien qu'en août 2010) et il est prévu qu'elles augmenteront encore en 2011. Le marché immobilier est toujours en plein déclin (de plus de 25 % en un an fin août 2010) ceci malgré des taux de prêts les plus bas depuis trente ans. Plus de 4 millions de logements sont invendus, la construction de logements neufs très réduite, ce qui obère sérieusement l'industrie de la construction. Néanmoins le taux des particuliers propriétaires de leur logement reste de 67 % (60 % en 1960).

Le gouvernement, timidement, a bien tenté de réduire les ravages des défaillances par des garanties financières et des pressions politiques sur les établissements créanciers pour une recapitalisation de l'ensemble des crédits individuels ; mais cette tentative n'a eu que des effets très limités en raison de l'hostilité des banques créancières qui tirent plus de profits dans la poursuite des débiteurs (sur 8 millions de créanciers défaillants supposés pouvoir bénéficier de ces mesures, seulement 422 000 ont pu y souscrire, alors qu'il est prévu que jusqu'à 2012 le nombre des défaillances va croître jusqu'à 10 millions).

Les difficultés de chacun pour faire face au problème du logement peuvent être illustré par ce qui s'est passé à Atlanta

(4) *Financial Times*, 17 août 2010 : « Sunset Boulevard. »

(Georgie) le 11 août 2010. Le service du logement, East Point Housing Authority, ayant annoncé qu'il distribuerait des formulaires pour obtenir soit un logement soit une allocation, 30 000 demandeurs, une bonne partie au chômage, se présentent au lieu de distribution, certains y ayant passé toute la nuit. Comme il apparaît rapidement les 13 000 formulaires distribués ne servent qu'à figurer sur une liste d'attente qui ne sera satisfaite qu'au bout de mois sinon d'années, qu'il n'y a ni logements, ni crédits disponibles, une émeute emporte tout et la police des émeutes intervient : 62 blessés dont 20 hospitalisés.

Pour le seul mois d'août, presque 100 000 logements ont été saisis. Mais un courant inverse s'amorce, non pas parce que les emprunteurs disposeraient de quoi payer leurs mensualités de remboursement, mais parce que des failles juridiques dans les procédures expéditives d'expulsion entraînent des recours qui peuvent, s'ils se multiplient, coûter aux banques des sommes faramineuses. Plusieurs banques ou établissements financiers auraient ainsi en septembre 2010 gelé toutes les procédures en cours (80 % des procédures seraient entachées d'irrégularités). Tout le système de prêts hypothécaires serait ainsi paralysé avec des conséquences imprévisibles.

Cette crise des prêts hypothécaires qui se mue en crise du logement a des effets indirects importants. Un de ces effets est de prévenir la mobilité des travailleurs, ce qui dans le passé était un des éléments de la mentalité des travailleurs et un des atouts du capital dans son développement et ses restructurations. Un autre aspect dont on mesure mal les conséquences est la dévastation qu'elle engendre dans les familles et notamment chez les enfants particulièrement sensibles aux détresses familiales et aux perturbations dans leur cursus scolaire (5) :

> « Les bidonvilles, ce ne sont pas aujourd'hui des cabanes en tôle ou en carton vacillant dans le vent. Mais ils sont cachés derrière les murs des maisons vacantes ou abandonnées, ou alors ils se trouvent dans ces alignements de maisons encore occupées par des précaires, des isolés ou des familles entières, les marginaux de la société (6). »

Moins d'écoles, moins de services, plus d'impôts locaux. Il n'y a guère à ajouter à ce qui a été écrit dans nos précédents articles sur les déséquilibres financiers de la plupart des Etats des Etats-Unis qui, en moyenne affichent des déficits de 30% par suite de la chute des recettes due à la crise économique et à l'augmentation des charges (une partie des aides aux plus démunis étant assumée par chaque Etat). Comme l'Etat fédéral ne veut pas contribuer à combler ces déficits, force est aux Etats de pratiquer des coupes plus ou moins importantes dans les services à leur charge. Les plus touchés sont évidemment ceux qui avaient les bases industrielles les plus importantes.

On peut ajouter quelques exemples récents : dans le Massachusetts (région de Boston, côte Est) un signal d'alerte sur l'état dangereux des infrastructures ; dans l'Illinois (région de Chicago), en août 2010 l'Etat a cinq mois de retard pour le paiement de ses factures ; la rentrée scolaire se fait avec en moins 22 % d'enseignants, 44 % d'assistants et la suppression d'une classe sur six, alors que pour l'ensemble

(5) *Washington Post*, 21 novembre 2010 : « Foreclosure takes toll on increasing number of children ».
(6)*Baltimore Sun*, 21 novembre 2010 : « How bigotry shaped an American City. »

des agents de l'Etat, la retraite est portée de 62 à 67 ans. Dans le même temps, les habitants subissent une augmentation générale des impôts locaux. Le financement des pensions des anciens agents est déficitaire à un tel niveau que 40 % de ce fonds doit être financé par des emprunts.

C'est dans ce même Etat, à Pilsen (banlieue de Chicago), qu'en septembre 2010, 300 parents d'élèves occupent pendant une semaine une école promise à la démolition pour en faire un terrain de sport privé alors qu'eux ont décidé que cela devrait faire une bibliothèque sérieusement nécessaire dans ce quartier et qu'ils réclament en vain depuis sept ans.

Retour d'Irak

Erik Bunger, 23 ans, a passé trois ans en Irak et Afghanistan, engagé dans la 82e Division parachutiste aéroportée. En vertu de quoi l'armée finance sa scolarité à l'université Augustana en Dakota du Sud (800 euros par mois).

Il n'arrive plus à entrer dans un restaurant, ni à regarder la télévision, et il constate qu'il « y a plein de choses dans la société occidentale qui ne lui conviennent plus ». Des troubles psychiques ont commencé avant même qu'il soit démobilisé, mais les officiers n'encourageaient pas ceux qu'ils appelaient avec mépris « les psychos » à suivre des consultations. Depuis son retour il a des accès de panique, fait des cauchemars et présente tous les autres symptômes du stress. Un soldat sur trois serait dans une situation identique.

« En Irak, il n'y a pas de lignes de front », constate un gradé militaire, alors qu'un autre fait une comparaison : « Au Vietnam, il y avait des zones sûres où les gens pouvaient récupérer. En Irak, aucune échappatoire n'est possible. Tout lieu est une zone de guerre » Entre 80 % et 85 % des militaires ont été témoins ou acteurs d'un acte traumatisant : combat avec l'ennemi, mort de l'adversaire, attentat à l'explosif, etc. (d'après *Le Monde* du 20 mars 2006).

Depuis plusieurs années, les jeunes et les précaires connaissaient déjà la progression de la pauvreté, les minorités raciales étant plus marquées que la majorité blanche par cette descente aux enfers. Mais aujourd'hui c'est l'immense majorité de ceux que l'on définissait comme « classe moyenne », qui croyaient au rêve américain, ceux qui avaient cette « *culture of entitlement* » (7) fustigée par un grand patron, qui subissent de plein fouet les contrecoups de la crise.

Un des aspects de cette évolution est qu'un fossé social s'est creusé et élargi entre une petite catégorie de « riches » qui s'enrichissent et l'immense majorité de ceux qui galèrent dans leur quotidien. Comme le remarquait ironiquement un commentateur, « alors que certains optent pour une BMW, d'autres luttent pour un hamburger »

Ce n'est pas seulement une formule : en 1973, un manager de haut niveau gagnait 26 fois le revenu moyen, en 2010 il le gagne 300 fois. En septembre 2010, 44 millions d'Américains vivent sous le seuil de pauvreté (évalué à 700 euros par personne, 1 400 pour un foyer avec deux enfants) ; mais 25 % d'entre eux sont des Noirs ou des Latinos. Si en 2009, le re-

(7) Le directeur général de Fiat, Sergio Marchione, déclarant : « Il faut accepter une "culture de la pauvreté" ("poverty") plutôt qu'une "culture des droits" ("entitlement") » (voir *Echanges* n° 134, p. 23).

venu moyen a diminué pour tous de 0,7 %, celui des Noirs a diminué de 4,4 %. Les plus touchés sont les adultes de moins de 60 ans et les jeunes (20 % des 16-24 ans, dont la moitié n'ont pas de diplôme secondaire).

Nous avons expliqué qu'à cette descente dans la pauvreté les réponses étaient déjà individuelles. Le fossé social élargi a pu être mesuré, dans cette perspective, à travers les changements des habitudes de consommation ; d'après une étude datant de mai 2010, 71 % de la population achètent les produits les moins chers, 57 % ne prennent pas de vacances et 10% sont retournés chez leurs parents.

Un autre indicateur est l'extension de l'usage des « food stamps » (8). Un seul exemple, encore l'Illinois : 785 000 familles (1 630 000 personnes sur 13 millions d'habitants, 12,50 %) reçoivent ces bons d'achat de denrées de base, 12 % de plus qu'en 2009, mais la moyenne de ce qu'il reçoivent ne représente que 296 dollars par mois (220 euros) ; en août 2010 le nombre de « bénéficiaires » avait augmenté de 17 % par rapport à août 2009, ce même chiffre ayant bondi de 58,5 % par rapport à août 2007 (9) ; 2 millions d'enfants de l'Etat bénéficient de repas gratuits dans les cantines scolaires à cause du bas revenu des parents.

Les immigrés légaux ou illégaux sont dans une situation de plus en plus difficile. On vient de voir que les immigrés, qui sont pour la plupart des Latinos, sont beaucoup plus que d'autres catégories sociales victimes d'une précarisation accrue. La crise a, comme partout, donné une nouvelle dimension à une xénophobie impulsée en partie par le personnel politique encourageant un nationalisme économique.

Le cas récent de l'Arizona a récemment défrayé la chronique jusqu'en Europe. Cet Etat a voulu légiférer pour permettre à la police d'arrêter toute personne sur la simple suspicion toute subjective d'« illégalité ». Le juge fédéral a modifié cette disposition en précisant que le contrôle ne pouvait être effectué que sur la « suspicion raisonnable d'illégalité ». Cette nouvelle disposition législative est d'ailleurs parfaitement superflue car il existe déjà un arsenal de lois pour la chasse aux illégaux. Par exemple, la loi fédérale contre la contrebande peut être utilisée contre un immigrant accusé d'avoir introduit illégalement sa propre marchandise force de travail. Parallèlement, une loi peut entraîner des poursuites contre les patrons exploitant des immigrés illégaux, mais, sans aucun doute, son application dépend de l'importance économique de l'employeur considéré.

Cette chasse aux immigrés est plus concentrée en Arizona, Etat frontalier du Mexique : la moitié des arrestations d'émigrés entrés clandestinement sont effectuées dans cet Etat, y compris celles commises par les « Border Patrols », garde-frontières, qui peuvent opérer notamment dans les transports jusqu'à plus de 100 km de la frontière. Mais d'un autre côté une évaluation trouve 400 000 illégaux en transit dans l'Etat et leur nombre s'accroît. Pour donner un aperçu de l'inefficacité de ces contrôles renforcés : dans le seul comté de Maricopa ce contrôle « au faciès » a été appliqué à 331 000 suspects, dont 36 000

(8) « Food stamps » : voir n°131, p 2 sur le système d'assistance alimentaire aux Etats-Unis

(9) *Washington Post*, 9 novembre 2010 : « The growing threat of food insecurity in America ».

se sont révélés être des immigrants illégaux qui ont été expulsés. Le rouleau compresseur ne fait pas de détail quant aux situations dramatiques qu'il engendre : par exemple un jeune de 25 ans qui, venu avec ses parents, a passé presque toute sa vie aux Etats-Unis, est expulsé au Mexique où il n'a aucune attache.

Le 31 août 2010, une opération de grande envergure dans dix Etats du Middlewest amènera l'arrestation de 330 illégaux de 56 nationalités. Fin septembre 2010, 400 000 immigrants auront rejoint la cohorte de ceux qui sont déjà parqués, 369 000 dans des camps où ils vivent sous la tente, 250 000 derrière des murs de prison. Ce n'est sans doute pas suffisant, et là aussi il faut donner des gages à la montée du conservatisme nationaliste : dès le 27 mai 1 200 gardes nationaux supplémentaires ont été déployés le long de la frontière mexicaine, ce qui a quadruplé les effectifs de l'armée dans ce secteur. Le 13 août, Obama signait un décret affectant 600 millions de dollars à l'utilisation de drones dans la surveillance de la frontière sud.

Bien d'autres projets répressifs défient l'imagination, comme l'obligation de posséder une carte d'identité biométrique pour obtenir un emploi.

Des résistances s'élaborent pour faire face à la multiplicité des situations – depuis les actions diverses de groupes locaux contre les expulsions de logements, jusqu'aux actions dans le secteur de l'enseignement contre les restrictions budgétaires (10) jusqu'à celles que nous avons mentionné ci-dessus.

(10) Voir la brochure *La Crise en Californie* (toujours disponible) et les précédents numéros d'*Echanges*.

Nous avons écrit que la première étape de ces résistances n'était pas dans ces solidarités locales et temporaires (bien qu'on puisse penser que par exemple dans les cités de tentes où atterrissent les SDF américains, se tissent des solidarités) mais dans des réactions parfois très violentes qui restent bien sûr des actes individuels mais dont la répétition dans des secteurs définis inquiète les gouvernants.

Outre la constatation que tout ce que nous avions ainsi évoqué a persisté et comporte même des éléments nouveaux, on peut citer un cas précis. A Manchester dans le Connecticut, en août 2010, le livreur licencié d'un dépôt de bière rentre dans le dépôt, tue huit de ses collègues, en blesse deux autres et se suicide. La fréquence de tels actes de révolte dans tous les domaines a fait apparaître des firmes de conseils spécialisées dans la détection et la prévention de toute violence individuelle sur les lieux de travail, à la fois surveillant les « individus suspects » à l'entrée de lieux et organisant des séminaires de patrons sur la manière d'interpréter les suspicions d'hostilité pouvant dégénérer.

Un autre aspect des résistances, bien qu'il ne se manifeste pas par des actes individuels ou collectifs contre les conséquences de la crise doit être relevé dans les mutations relatives aux idéologies qui jusqu'à présent étaient un des fondements du système mais que la crise ébranle ; là aussi c'est plus dans les comportements individuels que dans le développement de mouvements politiques de contestation. Le mouvement du « Tea Party » (11) avec

(11) Sur le « Tea Party », voir « Journée contre les impôts à Washington » dans *Echanges* n° 133, p 35. Dans la perspective d'élections prochaines et de la future élection présidentielle, le mouvement des « Tea Party Patriot » développe une intense propagande au-

sa dérive fascisante en est une des expressions les plus médiatisées. Mais presque la moitié des Américains (46 %) ne croient plus qu'une solution à la situation présente puisse venir d'un parti politique quelconque.

Une telle désaffection dans le fonctionnement d'un système politique (et en fait dans le système économique lui-même) pourrait former la base d'une résistance ; et empêcher toutes solutions à la crise telle qu'une guerre qui suppose l'adhésion d'une grande majorité de la population.

Une contre-attaque du système ? Ce que nous avons pu écrire sur la montée des instruments de contrôle social et des idéologies les justifiant n'est que la partie émergée d'un iceberg dont les parties cachées sont autrement inquiétantes tant pas leur caractère secret que par leur dimension.

Ce que révèlent trois articles du *Washington Post* (12) donne quelque peu le vertige, nous pose la question de savoir si chacun d'entre nous dans le monde entier n'est pas soumis, contrôlé et même manipulé par cette hydre qui œuvrerait de toutes les façons possibles pour assurer la pérennité du système d'exploitation, pour éradiquer toute forme de résistance jugée dangereuse.

---

tour des « valeurs » pour restaurer « l'honneur » et pour faire pression sur les candidats républicains pour qu'ils adoptent un « contrat pour l'Amérique ». Bien que bénéficiant d'importants soutiens financiers et qu'il reste une force politique, les excès mêmes de ce mouvement seraient préjudiciables au parti qu'il prétend rénover en provoquant des réflexes de défense pas seulement parmi les minorités. (*Financial Times* 20 septembre 2010.)

(12) *Washington Post* des 19 (« A hidden world growing beyond control »), 20 (« National Security Inc ») et 21 juillet 2010 (« The secrets next door »).

Groupes armés

Rien que dans l'Etat de l'Ohio (*New York Times* du 11 octobre 2010) une milice privée de 300 volontaires s'entraîne à une guerre civile, se considérant investis d'une mission : « Nous sommes prêts... Le jour viendra tôt ou tard. » Ces « patriotes » rejettent l'idée que des élections puissent résoudre les maux du pays. Pour eux, le second amendement de la constitution américaine qui autorise à garder des armes chez soi est la pierre angulaire du système politique américain et toute tentative d'en limiter la portée signifie que le gouvernement porte atteinte à toutes les libertés.

Un tel mouvement a toujours existé mais était sur le déclin ; il a resurgi avec l'élection d'Obama, considéré comme « pas suffisamment Américain » et est de ce fait menacé d'assassinat.

La période récente a vu une recrudescence d'assassinats d'agents fédéraux. Ces « patriotes » ne représentent pas un potentiel dangereux mais leur faiblesse même – et leur impuissance – peut générer des actes isolés de la part d'individus armés et entraînés à agir seuls et dont les actions sont difficiles à déceler. La fusillade de Tucson (Arizona) qui a fait six morts et où une députée démocrate a été sérieusement blessée illustre bien la crainte exprimée dans cet article.

« Le monde top secret que le gouvernement a créé en réponse à l'attaque du 11 septembre 2001 est devenu si étendu, si, pesant et si secret que personne ne sait combien il coûte, combien de gens il emploie, combien de programmes il met en œuvre et exactement combien d'agences spécifiques œuvrent en son sein... (13) »

L'enquête journalistique a révélé que sur le seul territoire américain, 1 271 organisations gouvernementales et 1 931 sociétés privées sous-traitantes travaillent sur des programmes supposés « combattre le terrorisme » et qui, sécurité ou contre-espionnage, disposent de 10 000 bases ; 854 000 agents y travaillent, 39 % directement pour le gouvernement, 30 % pour l'armée et 31 % dans les sociétés de la sous-traitance ; rien qu'à Washington, ils opèrent camouflés dans 33 immeubles et, ailleurs, ils forment un véritable maillage du territoire, en général dissimulé sous des apparences anodines mais dont l'accès est couvert par d'incroyables sécurités.

L'envers de ce réseau, qui limiterait son efficacité, se trouve dans les chevauchements de trop nombreux services travaillant sur les mêmes affaires, leur manque de synchronisation et leur concurrence. Mais c'est aussi dans le fait que le système croule sous une telle masse d'informations que l'important est souvent noyé dans l'inutile. Il n'en reste pas moins que cette énorme machinerie peut être (et est déjà) facilement convertie pour juguler des troubles intérieurs quels qu'ils soient, ce qui fait réfléchir sur les concepts d'émancipation tout comme sur les stratégies que des travailleurs devraient élaborer dans une lutte émancipatrice.

Mais ce gigantesque réseau d'espionnage n'exclut pas l'extension de mesures directes préventives sur le terrain. Un seul exemple : le refus par le parlement de proroger la durée de la période d'indemnisation du chômage fait craindre des troubles et rien que dans la ville d'Indianapolis 36 gardes armés ont été recrutés pour garder un seul bureau de chômage de la ville (14).

H. S.

(13) *Washington Post*, 19 juillet 2010.

(14) Dépêche Associated Press (AP) du 3 novembre 2010.

Le groupe allemand Wildcat a envoyé à des militants des Etats-Unis un questionnaire sur la crise dans ce pays. Curtis Price, de Baltimore, nous a communiqué la réponse d'un camarade de Californie et la sienne, dont voici les traductions

« IL N'EXISTE PAS DE TRADITION SOCIALE DÉMOCRATIQUE AUX ÉTATS-UNIS »

JE CRAINS QUE MA RÉPONSE ne vous déçoive, mais il nous faut la vérité avant de pouvoir amorcer le changement. Les Etats-Unis sont totalement prisonniers des fantasmes et des divertissements que leur inventent les médias de masse. Les chômeurs restent chez eux et regardent « American Idol » (1) à la télévision, même s'ils ont de moins en moins accès à une alimentation de qualité. Leur régime peut bien passer des spaghetti bolognaise au riz accompagné de haricots secs, ils n'en continuent pas moins à dire « Ça va bien, mon pote ! » au lieu de « J'en ai plus que marre, ça ne peut plus durer ». On aimerait pouvoir imaginer qu'il existe un lien tant soit peu actif entre la « gauche », les chômeurs, les SDF et les désespérés, mais je ne pense pas que ce soit le cas. En fait, il n'y a guère de communication au sein de la soi-disant « gauche » non plus. A Los Angeles, où je vis, on trouve quelques groupuscules d'« anarchistes » autoproclamés. Ils sont jeunes et n'ont pas encore livré de combats importants.

Cela est dû en grande partie à la désindustrialisation des États-Unis. La classe ouvrière industrielle est devenue l'ombre d'elle-même et les syndicats en organisent une minorité (7 ou 8 %). Il y a environ 25 millions de chômeurs et beaucoup de gens ne travaillent qu'à temps partiel. Je rencontre quotidiennement des jeunes des principales minorités ethniques et, parce que je parle espagnol et possède une longue expérience des luttes afro-américaines, j'ai de nombreux amis dans ces groupes. Localement, il existe des amitiés, des équipes et des groupes de Noirs et de Latinos qui s'entendent bien, mais dans la ville en général, des gangs armés de Noirs et de Latinos s'affrontent. La classe ouvrière blanche se tient à l'écart mais elle est aussi impliquée dans la production et la distribution de la drogue.

Evidemment, il n'existe pas de tradition sociale démocratique aux Etats-Unis. Elle a été presque entièrement anéantie par le déferlement de propagande lors de la Guerre froide qui a duré pendant presque toute ma jeunesse. S'il y a quelque espoir de politique radicale, on le trouverait peut-être dans certains groupes de soldats qui

(1) « American Idol » est une adaptation de l'émission britannique « Pop Idol » et diffusée en France sous le titre de « Nouvelle Star ». C'est l'une des émissions phares de Fox Network, dont le propriétaire est Rupert Murdoch, qui relaie, entre autres, l'idéologie du Tea Party.

reviennent *[de l'étranger]*. Il n'est pas non plus impossible que des comités de voisinage (non sectaires) qui s'organisent puissent fédérer certains éléments de la classe ouvrière américaine. Mais dans l'immédiat, la situation est peu encourageante.

Quel est l'impact social de la crise dans ta région ?

Le taux de chômage est élevé en Californie, mais il est difficile ou impossible d'en déterminer l'impact.

Qu'arrive-t-il aux personnes qui sont affectées « individuellement » ?

Elles perdent leur travail, dépensent leurs indemnités de chômage, puis deviennent SDF, mendiants ou simplement pauvres, survivant grâce à leurs conjoints ou à leurs familles.

Y a-t-il un débat public sur la crise ? En quoi consiste-t-il ?

Pas que je sache. Le débat public a lieu sur Fox TV et principalement par le biais des crétins du Tea Party qui s'opposent à l'immigration et aux dépenses étatiques. Je suis persuadé que cette soi-disant « télé-réalité » a accentué cette tendance déplorable. On voit maintenant des individus portant des costumes du XVIII[e] siècle, prêts à rejouer une « révolution » contre Washington. On ne peut pas trouver plus stupide que ce spectacle désolant.

Que se passe-t-il au sein des mobilisations contre la crise ?

Il n'existe pas de mobilisation, du moins pas encore, et donc pas non plus de ruptures dans les groupes lésés par la crise.

Y a-t-il des luttes allant au-delà des personnes affectées, par exemple au-delà de secteurs particuliers ? Existe-t-il une solidarité au-delà de la « solidarité politique » ?

Les deux syndicats puissants qui existent encore dans les branches traditionnelles (les dockers et les camionneurs) s'occupent des problèmes qui les concernent. Les camionneurs ne franchissent pas les piquets de grève, mais la solidarité de classe ne va pas plus loin.

« LE MUR DE LA HONTE ET DU SILENCE »

Comme les Etats des Etats-Unis peuvent se comparer à différents pays avec leurs propres frontières, une partie de ce que je vais dire est valable au niveau fédéral, mais d'autres points sont spécifiques à ma région, le corridor de Baltimore à Washington DC.

Quel est l'impact social de la crise dans ta région ?

Baltimore reste une des villes les plus affectées par la crise hypothécaire des « subprimes » ; en fait, un documentaire sur la crise, *American Casino*, a été réalisé à Baltimore, jugée exemplaire de la dévastation causée par l'effondrement de la bulle hypothécaire. La municipalité poursuit en justice une des plus importantes banques nationales, Wells Fargo, accusée d'avoir intentionnellement ciblé les minorités du voisinage pour placer des prêts hypothécaires. Dans certains quartiers où vit la classe ouvrière noire, près de 40 % des logements sont saisis à cause de la défaillance des emprunteurs.

La crise du crédit hypothécaire est venue en deux vagues. D'abord ce furent les défaillances dues à des pratiques malhonnêtes, dénuées de scrupules, visant à placer des prêts immobiliers à des taux d'intérêt élevés : « flipping », une opération qui consiste pour un investisseur à acheter une maison et à la revendre à un prix gonflé ; « ARM » (« adjustable-rate mortgage », taux hypothécaire variable), dans lequel on appâte le client avec un taux d'intérêt très bas les premières années, avant qu'il commence à grimper jusqu'à ce que les mensualités atteignent des montants auxquels les emprunteurs ne peuvent plus faire face. Cette vague a atteint son point culminant, mais ces emprunts ont été émis à de telles quantités que nombre de défaillances sont encore aujourd'hui dues à ce système.

La seconde vague de défaillances qui se développe actuellement, sans qu'on puisse en voir la fin, vient du chômage longue durée.

Pour aussi mauvaises que soient les choses, le corridor Baltimore-Washington est mieux protégé que le reste du pays, en raison de la présence du gouvernement fédéral. Il connaît une économie diversifiée et regroupe quelques-unes des plus riches banlieues du pays, particulièrement autour de Washington. Cette richesse pourtant masque la pauvreté dans des villes comme Baltimore et Washington elle-même, qui ont des taux de pauvreté et de mortalité proches de ceux de pays du tiers monde.

Qu'arrive-t-il aux gens qui sont affectés « individuellement » ?

Les Américains traitent les défaillances et le chômage comme une honte personnelle, qui doit être cachée autant que possible et résolue individuellement avec l'aide de la famille, des prières,etc.

Au printemps, je suis allé à une conférence locale organisée par une ONG et d'autres organisations s'occupant des problèmes de surendettement hypothécaire. Toutes ces organisations pouvaient dire à quel point elles étaient stupéfaites de voir que personne n'avait recours à leurs services, qui impliquaient des négociations avec les banques et les prêteurs, alors même qu'elles avaient fait du porte-à-porte dans les quartiers les plus dévastés par ces défaillances.

Quelques-unes avaient alors pris contact avec les églises Noires pour parler directement aux congrégations de fidèles lors de la messe du dimanche. De nouveau le mur de la honte et du silence. Une assistante sociale racontait avec émotion qu'un prédicateur lui avait discrètement confié qu'il était défaillant, mais qu'il ne voulait absolument pas que ça se sache. Elle mentionna un couple d'âge moyen, continuant à venir à l'église chaque dimanche, bien habillé et versant son obole sur le plateau de la quête, mais qui vivait dans sa voiture, essayant de sauver les apparences.

Des gens ayant vécu vingt ans dans un quartier déménagent de nuit pour éviter l'expulsion mais n'en disent rien à leurs voisins. Une tristesse au-delà des mots.

Y a-t-il un débat public au sujet de la crise ? En quoi consiste-t-il ?

Le débat national, en tant que tel, a porté sur des développements politiques abstraits : la relance a-t-elle réussi ? le pays peut-il survivre avec de lourds déficits ? Des réponses de cette sorte, techniques et bureaucratiques restent bien loin des problèmes quotidiens. Peu de l'immense souffrance générée par ces problèmes est traitée quotidiennement en termes humains.

La fin de l'indemnisation du chômage, pour des millions de chômeurs, est un test :

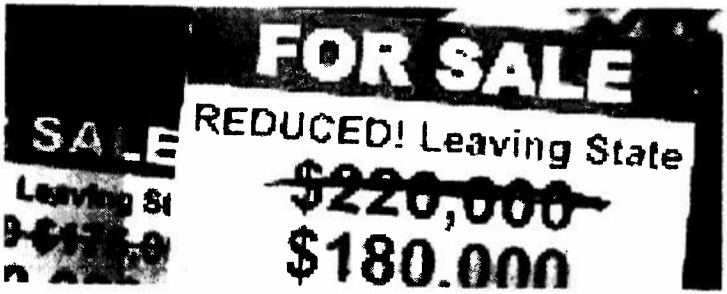
déclenchera-t-elle des protestations ? Rien n'apparaît en ce sens – quoique, pour être honnête, bien des gens puissent avoir vu la prolongation comme une sorte d'acquis qui n'était pas réellement mis en doute. Pourtant, quand les indemnités de chômage avaient été rétablies après quelques semaines, les chômeurs longue durée en avaient été exclus, leur indemnité hebdomadaire réduite de 25 dollars, et la prolongation raccourcie d'un mois.

Que se passe-t-il au sein des mobilisations contre la crise ? Y a-t-il des luttes allant au-delà des personnes affectées, par exemple au-delà de secteurs particuliers ? Existe-t-il une solidarité au-delà de la « solidarité politique » ?

Malheureusement, ces deux questions peuvent être aisément combinées et la réponse est facile. Franchement, il n'y a aucune mobilisation contre la crise, pas même un soupçon sur la forme que pourrait prendre une résistance future. Naturellement il y a des manifestations locales appelées par les syndicats et des coalitions de gauche, qui attirent bien peu de participants et qui n'ont guère d'effet à long terme. Le syndicat des mécaniciens soutient un syndicat national des chômeurs, qui dispose d'un site Internet mais pas « d'organisation » réelle, et même cela n'a attiré que quelque deux mille politiciens de la Toile arborant des autocollants « Embauchez des Américains des Etats-Unis » : une campagne protectionniste à peine déguisée, dans la ligne des priorités syndicales d'aujourd'hui. Loin de voir un afflux de soutiens dans une crise économique qui est la pire depuis les années trente, j'ai l'impression que la gauche continue à décliner.

Même de petites actions, comme les protestations devant les banques et des occupations – à petite échelle – de logements auxquelles on pouvait assister en 2009 ont disparu, comme si ce climat sinistre était devenu la « nouvelle normalité ». La récession, qui en fait est réellement une dépression, a déjà engendré une insécurité profonde et générale. Cette insécurité peut durer des décennies, diluant tout, disciplinant et déjà maîtrisant les bas niveaux de lutte. Cela ne sera pas aisé à surmonter, particulièrement parce que personne ne prédit un retour à la prospérité et la croissance comme dans les récessions précédentes. Celles-ci avaient engendré de nouveaux cycles de résistance, aux moments où l'insécurité déclinait et où la confiance des travailleurs renaissait.

Dans un futur proche, le plus vraisemblable est la persistance des meurtres de masse, des suicides et autres indicateurs psycho-sociaux de stress et de désespoir qui vont croître de manière exponentielle, et de colères qui peuvent être détournées contre des groupes inférieurs dans l'échelle sociale, comme les immigrés. ■



Cuba

◆ Le numéro 1 des *Cuadernos de Cuba libertaria* (« Cahiers de Cuba libertaire », analyses et débats sur Cuba) vient de paraître. Sur Internet au format pdf. Dans ce numéro, « Sociétés alteractives libérées », un texte de Ramón García Guerra, membre de l'Observatoire critique de La Havane et un des coordinateurs de la chaire Haydée-Santamaria de la capitale cubaine.

◆ Pour découvrir des textes et des analyses (en français) del'actualité cubaine : http://www.polemicacubana.f

Thaïlande

◆ « Le prolétariat sort de ses gonds », dans *Communisme*, revue du Groupe communiste internationaliste, n° 62 (décembre 2010).

Mumia Abu-Jamal

◆ Une interview par Clothilde Le Coz, représentante de Reporters sans frontière à Washington, de Mumia Abu-Jamal, ex-militant des Black Panthers, incarcéré depuis une trentaine d'années dans le couloir de la mort aux Etats-Unis : « Je suis un journaliste hors la loi », dans le n° 371 (octobre 2010) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.

Surréalistes américains

◆ *Communicating Vessels* n° 22 (automne-hiver 2010-2011) (en anglais). Diverses considérations sur Franklin Rosemont, sur le surréalisme arabe, sur la comédie et la tragédie et sur le thème « Quel rôle les images jouent dans la formation de nos vies ? Le pouvoir, l'horreur et la beauté viennent au jour dans cette exploration. »

Déchets nucléaires

◆ Dans *Sortir du Nucléaire* n° 48 (hiver 2010-2011) : « Déchets radioactifs : retour sur le train d'enfer. »

Accaparement des terres

◆ « La terre n'est pas une marchandise », dans *Alternative libertaire* n° 200 (novembre 2010) : le nombre et la surface des terres vendues à des Etats ou à des multinationales ne cesse de croître. D'où destruction des cultures vivrières dans des pays déjà touchés par la faim, destruction des systèmes sociaux de la petite paysannerie, appauvrissement des terres, captation de l'eau...

La banque mondiale, qui a consacré un rapport à ce sujet, préconise un accaparement des terres « socialement responsable ». La banque mondiale soutient ces « investissements ».

Pour s'informer plus avant sur ces questions, *AL* renvoie à un *Bulletin Nyéléni* n° 0 (septembre 2010), accessible à partir du site www.nyeleni.org. Ce bulletin à son tour indique les références suivantes : pour rester informé sur l'accaparement de terres, consulter http://farmlandgrab.org/ pour plus d'informations sur la question des terres, consulter le site « The Land Research Action Network »http://www.landaction.org/spip/?lang=en pour écouter la retransmission intégrale de la consultation régionale de l'OSC , consulter http://www.radiomundoreal.fm/Consulta-Regional-de-OSC-para-la

pour participer à l'appel de l'action « Interdire l'accaparement des terres ! », voir http://www.fian.org/news/news/ban-land-grabbing-call-to-action pour d'autres rapports et plus de références, consulter www.nyeleni.org

RENCONTRES INTERNATIONALES

◆ Des rencontres internationales de l'Association internationale des travailleurs, regroupement de syndicats anarchistes de plusieurs pays, ont eu lieu les 13, 14 et 15 août 2010 à La Vecilla dans la province espagnole de León. L'occasion pour des participants venus de Norvège, Pologne, Italie, Grande-Bretagne, Slovaquie, Russie, Allemagne, France, Portugal et Espagne de débattre sur « travail précaire, autogestion et coopératives ». Un bref compte rendu dans le n° 371 (octobre 2010) de *CNT,* l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.

◆ Depuis 2003, des camarades d'Echanges participent à des réunions internationales qui se passent généralement une semaine en été, où se rencontrent des individus, mandatés par des groupes ou simplement par eux-mêmes, appartenant à un éventail d'opinions très large. Jusqu'à maintenant ces rencontres ont toujours eu lieu en Europe ; malgré la distance, il est arrivé que des camarades nord-américains y participent. Des ateliers sont censés servir de creuset à un échange d'idées et faire connaissance les uns des autres. Nous n'en avons jamais fait la publicité dans *Echanges* jusqu'à maintenant à la demande de certains participants. En août 2010, un camarade du groupe barcelonais Etcétera a participé à la rencontre qui se déroulait en France et a publié le texte de son intervention, « Introduction : à propos de la valeur » (copie de sa traduction en français à Echanges), et un compte rendu de la discussion qui s'en est ensuivie dans le n° 47 (décembre 2010) de la revue *Etcétera* (voir aussi sur http://www.sindominio.net.etcetera). Un compte rendu dont nous ne contestons pas la fidélité mais dont l'introduction : « la rencontre organisée par le collectif Echanges de Paris (...) », pourrait prêter à confusion. Nous tenons à préciser que toutes les rencontres ont été organisées par un groupe différent en fonction du lieu géographique choisi, et que chaque groupe organisateur ne s'est toujours occupé que de ce que l'on appelle la logistique ; l'an passé, Echanges s'est limité à louer le local, organiser les repas, traduire, avec l'aide de divers camarades, les textes des interventions en français et en anglais, etc. mais n'a en rien influé sur les thèmes des ateliers. Notre ligne de conduite n'étant pas de déterminer ce que d'autres doivent dire ou faire, contrairement à quelques groupes et individus qui ont quitté ces rencontres, déçus de ne pouvoir imposer leurs conceptions, ou tenté d'en organiser d'autres à leur botte. A l'été 2011, la rencontre aura de nouveau lieu en France. Renseignements sur :
2011_summer_camp@googlegroups.com ou
echanges.mouvement@laposte.net

« Chemises rouges » en Thaïlande

D'un camarade de la Creuse (26 octobre 2010)

DANS VOTRE BULLETIN *Dans le monde une classe en lutte* de juillet 2010, à la rubrique « Thaïlande », vous parlez de la révolte des paysans pauvres qui occupaient les quartiers d'affaires de Bangkok . A aucun moment vous ne dites qu'il s'agissait des « Chemises rouges » ni qu'ils sont manipulés par le milliardaire Taksin réfugié dans un émirat du Golfe. Cet oubli est une tromperie par rapport à vos lecteurs qui ne connaissent pas la situation en Thaïlande. Un peu de vigilance camarades. »

Réponse d'Echanges (15 janvier 2011)

Nous avons bien reçu ta lettre dans laquelle tu observes notre manque de « vigilance » pour ne pas avoir mentionné dans les quelques lignes sur la Thaïlande l'influence politique d'un milliardaire populiste expulsé par l'armée par un coup d'Etat alors qu'il avait été élu « démocratiquement ».

Nous acceptons volontiers ta critique, ne nous retranchant pas derrière le fait que les infos du bulletin sont, faute de place (de moyens en fait), des concentrés dont il est difficile de retracer les arrières-plans économiques et sociaux (ce qui demanderait parfois de longs développements) pour nous concentrer sur ce qui nous paraît essentiel.

Dans cette série d'articles sur des luttes dans l'Asie du Sud-Est et en Chine, que nous avions regroupées sous le titre « La lutte radicale des migrants de l'Asie », ce que nous avions voulu faire ressortir, c'était la similitude, par-delà les différences nationales et de situations relevant de la mondialisation-globalisation, des conditions d'exploitation de ces « migrants paysans » qui forment aujourd'hui le gros de l'armée du prolétariat industriel mondial.

Qui dit prolétaires déracinés et surexploités, dit inévitablement lutte de classe et les formes de cette lutte peuvent prendre, selon leurs caractères nationaux, même si elles tranchent par leur radicalité face à une féroce répression, la forme de revendications réformistes (démocratie politique, syndicat indépendant, etc.).

Le fait qu'en Thaïlande cette lutte de classe se traduise par une telle revendication qui soit exploitée par un démagogue populiste n'a rien d'extraordinaire (l'exploitation de la lutte de classe par des opposants politiques ne visant qu'à réformer le système est un fait historique toujours présent), et le fait qu'il soit milliardaire est secondaire quant à cette orientation politique. Son éviction par un coup d'Etat des militaires agissant pour le compte d'une classe dominante encore composée pour une bonne part d'une aristocratie terrienne en mutation montrait bien que quelques réalisations démagogiques étaient interprétées comme dangereuses pour les bases de leur pouvoir. Je te joins un exemplaire de la revue que nous publions et qui contient un article

plus complet sur cette question [*Echanges* n° 133, p. 40 : « Thaïlande, une autre lutte de migrants »].

Pour résumer, eu égard à ton observation, le fait est que nous avons préféré parler des faits seuls de cette révolte pour illustrer cette idée de similitude des conditions d'exploitation et des révoltes consécutives, donnant moins d'importance à ce qui nous paraissait moins essentiel. Mais la discussion reste ouverte.

« Résister contre l'exploitation et non contre la "souffrance" »

D'un camarade postier (20 décembre 2010)

LA SITUATION DANS MA BOITE continue de se dégrader : c'est la liquidation de pans entiers de La Poste, morceaux obsolètes pour le capitalisme d'aujourd'hui, obsédé de rétablir les taux de profit ; les vestiges de l'appareil d'Etat et du secteur public continuent d'être passés à la moulinette ; un des phénomènes un peu agaçants est le développement du refrain sur la « prise en compte (patronale) de la souffrance au travail ». Un certain nombre de représentants syndicaux parlementent et sont associés aux dispositifs (CHS) plus ou moins sophistiqués de médicalisation la plus précoce possible des cas individuels « border-lines »

J'essaie de faire plutôt partie des (très) minoritaires qui dénoncent cette comédie et qui essaient d'entraîner les moins affaiblis et les moins anesthésiés à résister contre l'exploitation et non contre la « souffrance »... Ce n'est pas facile dans ce petit monde d'employés de bureau que sont les guichetiers et les agents des chèques postaux comme à France-Télécom, ce sont les ex-chouchous du secteur public et fonctionnaires reconnus indispensables à la nation qui vivent en « souffrance morale » leur déclassement. Déclassement qui n'est rien d'autre que : chasse à la productivité, flexibilité et dégraissages corrélatifs – choses banales dans les boîtes privées depuis longtemps, notamment la métallurgie... »

« Le mouvement contre la réforme des retraites ? apathie, fatalisme, résignation »

D'un camarade de l'Allier (novembre 2010)

MON CHOMAGE va bientôt se terminer, je ne sais pas ce qui va se passer après. Pôle Emploi m'a envoyé un formulaire à remplir pour recevoir une allocation de solidarité (mais avec des condi-

tions restrictives), je ne me fais aucune illusion là-dessus... Pour répondre à tes questions, ici l'histoire des retraites n'a pas engendré de grandes choses. Quelques petites manifs bien encadrées par les syndicats et les flics, rien de bien important. Ici, tout ce que j'ai pu constater, c'est l'apathie, le fatalisme des gens, la résignation par rapport aux retraites... Cela ne m'étonne pas que certains y voient les « prémisses » d'un début de processus révolutionnaire, à chaque mouvement social, c'est la même histoire, pas de quoi en faire une polémique...

Pour nous, la fin de l'année a été difficile – financièrement parlant –, mon allocation de chômage s'est arrêtée et je n'ai droit ni à l'ASS, ni au RSA (pardon pour ces initiales barbares qui désignent la distribution de miettes au chômeur). Pôle Emploi me convoque assidûment pour des rencontres bidons débouchant sur rien comme d'habitude.... »

« Le mouvement contre la réforme des retraites ? Une montée de l'exaspération »

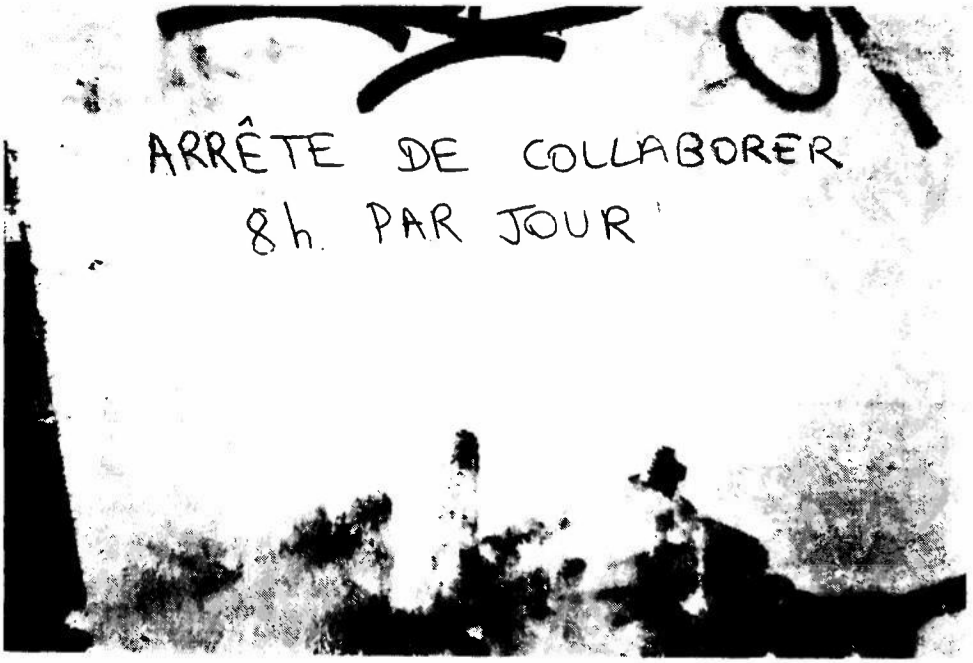
D'un camarade de la Drôme (novembre 2010)

CONCERNANT LES LUTTES LOCALES consécutives au mouvement des retraites à partir du début septembre, il y eut en fait peu d'implication mais on observe tout de même, sur ces deux mois, une montée de l'exaspération. Dans un premier temps, tout au long du mois de septembre, les journées de grève lancées par l'intersyndicale ont été assez bien suivies surtout dans le secteur public. Au début de l'après-midi, la CGT affrétait un car pour ceux qui souhaitaient aller manifester à Valence ; ces manifestations ont toujours été très bien suivies, les cars étaient systématiquement complets. Ainsi jusqu'à début novembre, on observe un nombre de plus en plus important de manifestants alors que le nombre de grévistes s'est plutôt stabilisé en octobre et a même diminué à partir de la deuxième quinzaine de ce mois.

Mais à partir de la mi-octobre on observe aussi une montée du mécontentement au niveau local, un groupe de personnes représentant différents courants politiques (NPA, Parti de Gauche, PC,une partie du PS, les écolos, les syndicats surtout CGT et SUD) ayant manifesté le besoin de se regrouper au niveau local et de défiler dans les rues de Die plutôt que de se déplacer à Valence ; ce groupe très hétérogène a pu regrouper jusqu'à une quarantaine de personnes ; actuellement ils sont réduits à une dizaine de mécontents.

Mais dans les discussions informelles on sent que beaucoup de gens sont exaspérés mais aussi désabusés. La Poste que je connais très bien a compté peu de grévistes, en particulier parce que les patrons sur Die sont très méfiants vis-à-vis des syndicats. Il y a eu le fait que le bureau distributeur est en pleine réorganisation, avec l'installation de casiers hybrides modulaires qui permettent de trier les lettres verticalement, les séquences de coupage et de piquage étant désormais regroupées ce qui permet de gagner du temps et de faire sauter une tournée de facteur dont le quartier est réparti sur les neuf autres. Il y a ensuite les différences de statut : 50 % de fonctionnaires et 50 % de privés, séparés eux-mêmes en CDI, CDD et intérimaires. Les fonctionnaires ont été en général plus mobilisés que les contrats privés. Il y a enfin la privatisation du courrier à partir de janvier 2011. Il y a le sentiment que les syndicats sont peu préoccupés de nos problèmes, leurs visites sur le lieu de travail étant très rares ; la semaine dernière, seul Sud est passé à Die mais c'était surtout pour appuyer les élections au conseil d'administration de la Poste ; mais à Die les postiers sont tellement écœurés et désabusés qu'ils ont boycotté les élections en novembre.

Pour finir, on peut dire que les fonctionnaires sont très amers, d'autant que le décret de Woerth sur la mobilité des fonctionnaires pris *[publié au* Journal officiel *le 17 novembre 2010]* accentue la perte des illusions ; on a l'impression que les travailleurs vivent au jour le jour, de plus en plus indifférents aux projets (individuels mais surtout collectifs) à long terme.



« La fin des illusions »

D'un camarade du Gard (décembre 2010)

LA NOUVELLE OFFENSIVE CAPITALISTE ou la fin des illusions. On peut faire un historique des retraites. Au début du mouvement social vers 1850 c'étaient des caisses de résistance ouvrière locales avec plusieurs usages (soutien aux veuves, aux accidentés du travail, aux grévistes) qui exprimaient la solidarité et l'autonomie des travailleurs. Cela déplaisait aux dominants car ces caisses servaient aux mouvements de grève, elles permettaient aux travailleurs d'être plus efficaces dans leurs luttes et éventuellement faisaient plier les patrons. Deux tendances se font jour chez les capitalistes, une tendance chrétienne car en 1936, ce patronat a accordé la mise en place d'une caisse de retraite. La deuxième tendance est étatiste ; c'est elle qui a fait que cette grève des retraites apparaisse comme une contestation étatique afin que cela apparaisse comme une situation de concurrence entre groupes capitalistes... Quand 70 % de la population est contre cette réforme et qu'on continue à la lui imposer, cela prouve que la démocratie représentative n'est pas la démocratie c'est-à-dire le pouvoir du peuple...

L'Europe bien que divisée politiquement conserve une économie forte et va donc trinquer financièrement en vendant sa production au prix fort et en remboursant ses dettes en monnaie réelle. Il s'en suit que si on se refuse à ponctionner les plus riches, les gouvernements seront obligés de faire des coupes sombres dans le social. Ces deux mécanismes font que le gâteau va rétrécir et ce sont les salariés qui en feront les frais. En conséquence, il devient de plus en plus urgent de s'auto-garantir des nécessités vitales car les temps sont durs et il y a de grandes chances que ce soit encore plus dur... »

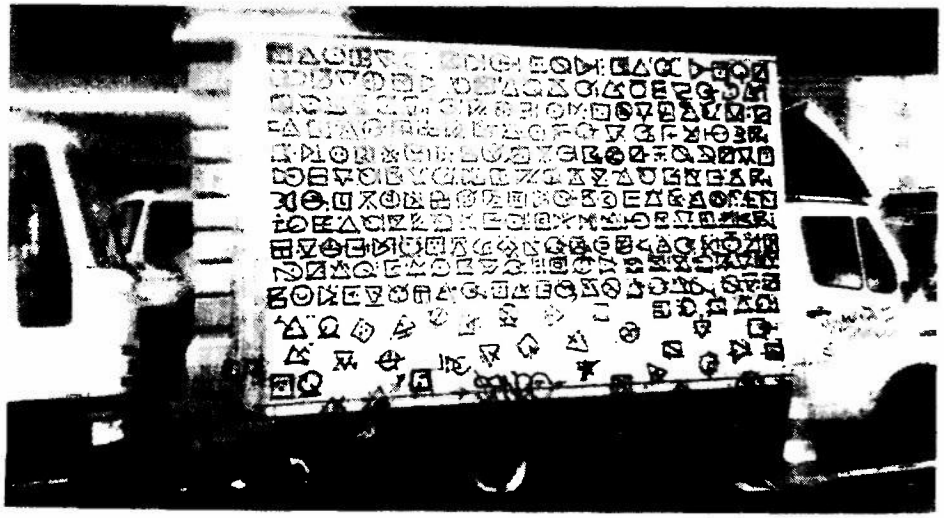
A propos de Philips (Dreux) et de l'autogestion

UN CAMARADE d'Offensive libertaire a réagi à la note « Chez Philips à Dreux, quelle autogestion ? » parue dans *Echanges* n° 134, p. 7, et qui rendait compte d'un article de la revue *Offensive libertaire* n° 27 (septembre 2010) :

Co-auteur de l'article « Quelle autogestion y-a-t-il eu chez Philips ? », j'ai lu votre critique dans *Echanges*. Je suis plutôt d'accord avec cette critique de Lip, que j'avais déjà lue. L'idée de cette phrase [« Pas question d'en faire un nouveau Lip, cette mise en autogestion en 1973. »] était aussi de souligner que le pouvoir ne voulait pas qu'un symbole comme Lip se développe (réel ou mythifié).

Toutefois, je trouve que si vous faites bien de souligner ce raccourci de l'histoire, il est un peu réducteur de réaliser une critique en citant un article, mais en ne soulignant qu'une seule phrase. Il aurait été souhaitable en deux-trois mots de résumer notre position, car cela peut laisser croire au lecteur que nous défendons l'idée d'autogestion à Philips, un contresens.

(Rappelons la brochure *Contre le mythe autogestionnaire*, à demander à Echanges ou à ottogeyrtonnex@live.fr, ou à télécharger à l'adresse : http://mai68.org/spip/IMG/pdf/mythe_autogestionnaire_rotation.pdf) ■



Gilles Dauvé, Loren Goldner

◆ Dans un supplément au n° 88 de la revue allemande *Wildcat* (hiver 2010), deux traductions en allemand : la première, du français, *Sortie d'usine* (2010), une brochure de Gilles Dauvé et Karl Nesic ; la seconde, de l'anglais, *The Historical Moment That Produced Us. Global Revolution or Recomposition of Capital ? 1789 1848 1871 1905 1917 1968, 20??* (2010), article de Loren Goldner paru dans le n° 1 de la revue en ligne *Insurgent Notes*.

◆ Dans *Sortie d'usine*, Gilles Dauvé reprend, avec la complicité de Karl Nesic, les thèmes qui lui ont assuré adulation dans certaines milieux et hostilité dans d'autres : la lutte des classes interprétée en termes de réflexions sur la violence, une critique de la classe ouvrière du point de vue de sa soumission au travail, une apologie d'un programme, préalable à toute révolution, autrefois léniniste (tendance Bordiga), aujourd'hui d'une communisation dont aucun de ses sectateurs n'est capable de nous préciser ce qu'elle est, etc.

Gilles Dauvé trouve ses arguments dans une pensée qui présuppose une vérité révélée par de grands prêtres. Bien qu'il ait, à maintes reprises, cherché à comprendre ce qu'il y a de révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, il n'y est jamais parvenu. C'est ce qui ressort encore une fois de la brève critique qu'il adresse avec Karl Nesic à Cajo Brendel (1915-2007) lorsqu'ils écrivent (p. 29), que Cajo aurait retenu avant tout de la vague de grèves des années 1930 que les ouvriers devaient s'auto-organiser. Or, une majorité du courant se réclamant des conseils ouvriers, à laquelle Cajo appartenait, ne considère pas, au contraire des courants léninistes et sociaux-démocrates, l'organisation politique ou syndicale comme une condition de la révolution ; pour ce courant, les conseils ne furent que

la forme exprimant le niveau de développement de la conscience de classe de ses participants.

L'estimation abusive du rôle de l'organisation politique dans la lutte de classe du prolétariat se complète d'ordinaire par la sous-estimation de la maturité politique des ouvriers. Une légère évolution dans la prise en compte par Dauvé de la réalité des luttes des travailleurs, interprétée toutefois encore à l'aune de ses a priori idéologiques il faut le souligner, semble se faire jour, par brefs intervalles, dans *Sortie d'usine*, et nous sommes heureux qu'il mentionne des sites Internet sur les grèves et autres luttes ouvrières dans le monde. Parce qu'il affecte être fâché avec notre groupe depuis que nous avons rédigé une note de lecture à propos de sa brochure *Le Fichisme ne passera pas* (1999) d'une manière qui ne lui a pas convenu (voir *Echanges* n°s 92, p. 67, et 93, p. 71), nous lui pardonnons de ne pas mentionner notre site, où nous recensons cependant largement les luttes ouvrières dans le monde sans jugement intempestif et tentons de montrer qu'il y a *Dans le monde une classe en lutte*.

Sortie d'usine et autres textes de Dauvé et de ses amis sont consultables sur le site Internet : troploin0.free.fr ou à demander à : Aredhis, BP 20306, 60203 Compiègne cedex

◆ Au contraire de Dauvé, Loren Goldner n'a jamais cédé à l'imprécision des idées et ose tirer dans un langage concis des conclusions introduisant à des propositions d'action. Si, à l'instar de Dauvé, il accorde un satisfecit révolutionnaire à Amadeo Bordiga (1889-1970), aux côtés de Friedrich Engels et Karl Marx, Rosa Luxemburg (1870-1919), Herman Gorter (1864-1927) et Anton Pannekoek (1873-1960) (p. 83), son dessein n'est pas tant de dresser une liste de vieilles têtes plus ou moins molles contre le présent que de trouver ce qui dans le passé peut aider à agir ici et maintenant.

En 2000, déjà, Loren Goldner voyait naître un mouvement international d'opposition au capital (voir *Echanges* n° 93, p. 23). Depuis, il s'est beaucoup dépensé pour porter la contestation en dehors des Etats-Unis, qui est son pays de naissance ; dix ans plus tard, il trace une ligne droite des luttes ouvrières de 1789 à aujourd'hui et édite une revue en ligne, *Insurgent Notes*, deux numéros à ce jour (juin et octobre 2010) qui « ne s'intéresse (...) pas à la "classe ouvrière organisée" mais à la classe ouvrière dans son ensemble » (p. 92).

Dans son préambule au n° 1, traduit par *Wildcat*, il critique les divers ennemis de la classe prolétarienne : apologistes de l'économie virtuelle (p. 90) et des identités de genre ou de race (p. 91), ONG, militants pacificistes et autres défenseurs des droits du citoyen (p. 93), et pose la question que tout révolutionnaire est un jour ou l'autre amené à se poser : que faire durant ce bref moment où la révolution a balayé tous les anciens pouvoirs ?

Loren Goldner est un militant pressé : il veut, avec *Insurgent Notes*, aider à l'unité d'action des futurs révolutionnaires par leur unité programmatique (p. 81). Il propose un programme d'action (p. 96), non pas imposé d'en-haut comme chez les léninistes mais un patchwork de mesures concrètes à appliquer dans les cents premiers jours, révisables à tout moment : tirer les pays du tiers monde vers le haut par la technologie (point 1),

Classe

◆ « L'émeute de 2005 ne s'est jamais arrêtée » : dans *Alternative libertaire* n° 200 (novembre 2010), un entretien avec Alain Bertho, professeur d'anthropologie à Saint-Denis et auteur de *Le Temps des émeutes* (Bayard/Centurion, 2009). Pour lui, un nouveau cycle d'émeutes, causées par la mort d'un jeune dans laquelle la responsabilité des autorités est engagée, a été inauguré en 2005 en France, pour s'étendre à toute la planète. Les actes par lesquelles on affronte le pouvoir se ressemblent étonnament d'un continent à l'autre. Les raisons de la colère sont les mêmes : logement, électricité, vie chère... Et 2010 a vu une extension nouvelle des émeutes ouvrières. Si l'on ne peut dire que la lutte de classes ne peut plus se mener prioritairement sur le lieu de travail, comme le formule une question d'Alternative libertaire, on constate un effondrement des médiations politiques, d'où un face-à-face direct des gens et des pouvoirs, qui touche tous les domaines de la vie et déborde le cadre du travail, parce que l'exploitation elle-même déborde le cadre du travail. Mais si le modèle ancien de la « conscience de classe » n'existe plus, du coup l'émeute rentre à l'usine ! Les émeutes peuvent-elles déboucher sur un mouvement d'émancipation sociale ou, comme le formule Alain Bertho, peut-on passer de l'émeute à la politique ? « Je ne pense pas, répond l'anthropologue, que la question puisse être posée – et résolue– de l'extérieur de la révolte qui s'exprime là. » Autrement dit, l'émancipation des émeutiers sera l'œuvre des émeutiers eux-mêmes.

Prolétaire, moi ?

◆ « Prolétaire, moi ?Contribution à la définition du prolétariat », dans *Communisme,* revue du Groupe communiste internationaliste, n° 62 (décembre 2010). Contrairement aux théoriciens de la communisation pour qui la révolution ne peut advenir que si le prolétariat renonce à sa définition de classe, celle-ci lui étant attribué par le capital,
le GCI pose que si le prolétariat n'a pas détruit la classe bourgeoise« c'est parce qu'[il] ne s'est pas encore constitué en une force suffisamment compacte et puissante »... et donc en parti.

créer un revenu minimum mondial (point 2), etc., un programme qui, à vouloir être pragmatique se révèle souvent aller à contresens d'une révolution anticapitaliste ; 18 points qui rappellent en négatif que toute utopie naît dans les conditions présentes et en porte les stigmates.
L'article de Loren Goldner est consultable, en anglais, sur le site :
http://insurgentnotes.com/2010/06/historical moment
D'autre part, Ni patrie ni frontières a publié, en 2008, un premier tome recueillant des textes de Loren Goldner traduits en français : *Demain la Révolution.* S'adresser à Ni patrie ni frontières : Yves Coleman (sans autre mention), 10 rue Jean-Dolent, 75014 Paris ou yvescoleman@wanadoo.fr

J.-P. V.

Travail productif, travail improductif

« Industrie et services : une distinction dépassée ? » cette brève étude de *La Gazette des sociétés et des techniques* (n° 59, novembre 2010) pose des questions quelque peu dérangeantes sur la « désindustrialisation » et la distinction traditionnelle entre industrie et services, en fait entre travail

productif et improductif, dont les frontières apparaissent peu précises (copie à Echanges).

Anarchisme « sans dogmes »

◆ A l'occasion de la parution de *Fragments épars pour un anrchisme sans dogmes*, recueil de textes de Tomás Ibáñez (éd. Rue des cascades), et de celle, en Espagne, de *Insurgencia libertaria : las Juventudes Libertaria en la lucha contra el franquismo* (éd. Virus), du même auteur en collaboration avec Salvador Gurucharri, le « bulletin de critique bibliographique » *A contretemps* [qui par ailleurs célèbre son dixième anniversaire] consacre tout son n° 39 (janvier 2011) aux « Figures de l'anarchisme chez Tomás Ibañez » : recensions d'ouvrages et long entretien biographique.

Insurrectionnalisme ou insurrection ?

◆ Dans *Interventions* n° 10 (octobre 2010) : « L'insurrectionnalisme qui vient ? » critique de l'ouvrage signé « Comité invisible », *L'Insurrection qui vient* (éd. La Fabrique, 2007). Texte sur le site http://tempscritiques.free.fr/ (on peut aussi communiquer des copies d'autres critiques de cette mouvance sur papier émanant de divers camarades).

◆ *L'Insurrection qui vient*, encore, critiquée dans *Correspondance* n° 1 (janvier 2011) (BP 18, rue des Tanins, 07380 Lavelade) (copies à Echanges).

Le citoyennisme et l'Etat

◆ « Feu à l'Etat, même providence ! Petite histoire des méfaits de l'Etat et du citoyennisme » quatre pages de considérations historiques sur ce thème (des anarchistes de Caen, copie à Echanges).

Les Invariants de Présence marxiste

◆ *Présence marxiste* n° 85 (janvier 2011) contient, outre le sempiternel refrain sur une actualité à laquelle il manquerait cruellement une « organisation de classe » (non précisée mais définie comme « un parti formé de prolétaires communistes attachés au Programme invariant »), une longue critique du livre de Michaël Seidman *Ouvriers contre le travail-Barcelone et Paris pendant les fronts populaires* (éd. Senonevero) – rappelons que nous avons publié sur le même thème, de M. Seidman, *Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail, Paris et Barcelone pendant le Front populaire français et la révolution espagnole, 1936-1938.*
Aussi une critique de *La Grande Grève*, de Charles Malato (1905) (éd. Le Goût de l'être/Encrage).

Cherche ton ennemi

◆ A la recherche du nouvel ennemi - 2001-2025 : rudiments d'histoire contemporaine (Pièces et Main d'œuvre, Editions L'Echappée).

La crise, la misère, le travailleur endormi...

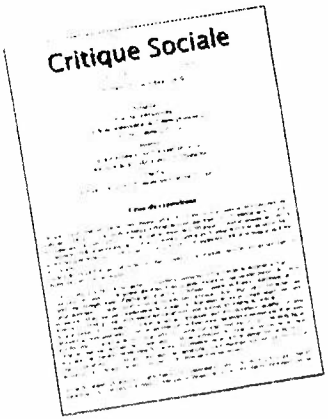
◆ Dans *Aufheben* n°19 (2011), sur la crise « Return of the crisis part 2, Nature et significance of the crisis ». Egalement dans ce numéro une critique de l'ouvrage *A paradise built in hell. The extraordinary communities that arise in disasters* (Rebecca Solnit, éd. Viking), qui a fait l'objet d'une critique dans *Echanges* n°134, p 70

◆ *End Notes* n° 2 sur le thème « Misery and the value form » traite de la « Crise dans la relation de classe », de la « Misère et de la dette », de la « Question nouvelle du logement », de la « communisation et la théorie de la valeur », d'une

« contradiction mouvante », de « l'histoire de la subsomption », d'une « enquête sur le travailleur endormi » (en anglais).
End Notes, c/o 56a Infoshop, 56 Crampton street London, SE 17 3 AE, UK, site endnotes.org.uk

Marx, Frölich, Rubel

◆ Dans le n° 13 (décembre 2010) de *Critique sociale. Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* : « La lutte face à la contre-réforme des retraites », « 90 ans après le Congrès de Tours » et « Le concept de démocratie chez Marx, par M. Rubel » ; dans le n° 14 (février 2011) : « La révolution tunisienne ouvre la voie ! », « Entretien avec Maximilien Rubel (1979) » et « Paul Frölich (1884-1953) ». Cette petite revue (entre 12 et 16 pages en format A4), qui existe depuis 2008, veut joindre analyses du présent et théorie en s'inspirant du marxisme et de sa variante luxembourgiste. Les initiés comprendront que son (ou ses) rédacteur(s) s'intéressent à Maximilien Rubel ou Paul Frölich dans le dernier numéro de cette revue : le premier fut l'éditeur des écrits de Marx dans la Pléiade et le second le rédacteur d'une biographie de Rosa Luxembourg. Les connaisseurs de l'œuvre de Marx ne font toutefois pas confiance à l'édition de Rubel : dichotomie hasardeuse entre le travail commun de Marx et Engels au seul profit de Marx, une édition du *Capital* qui rejette des parties entières du livre en annexe ou qui ne tient pas compte de la



spécificité de l'édition française du premier tome par rapport aux éditons allemande et anglaise, intervention de Rubel du point de vue éthique qui était le sien, etc. ; quant à Paul Frölich, il est aberrant d'écrire qu'il était « d'abord un militant révolutionnaire (...) et qu'il avait partagé [l']engagement [de Rosa Luxemburg] » (p. 5). C'est tirer un trait sur son activité, jusqu'en 1918, chez les Communistes internationaux d'Allemagne à Brême, influencés par Lénine et Karl Radek auxquels Rosa Luxemburg s'opposait avec vigueur, sur son activité dans le parti communiste allemand au milieu des années 1920 et son miltantisme dans le SPD après la deuxième guerre mondiale. Ainsi que sur son prétendu engagement dans la République des conseils en Bavière : Erich Mühsam a répondu, sans appel, avec *La République des conseils de Bavière* (éd. française La Digitale/Spartacus, 1999) à l'ouvrage de P. Frölich, paru sous le pseudonyme de P. Werner, *Die Bayerische Räterepublik. Tatsachen und Kritik* (La République des conseils en Bavière. Faits et critique ; non traduit en français).

◆ Vient de paraître un recueil d'articles sur Marx (novembre 2010) déjà publiés dans plusieurs numéros de *Critique sociale. Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* ; un autre d'articles de et sur Rosa Luxemburg précédemment parus dans la même revue est annoncé dans le n° 14 (février 2011). Contacts : www.critique-sociale.info ou contact@critique-sociale.info

Sommaires

◆ Le *Bulletin du CIRA* 66 (octobre 2010) contient, outre le recensement des périodiques et ouvrages en dépôt, des conseils sur « la conservation préventive à l'usage des bibliothèques militantes ». 24 avenue de Beaumont, CH -1012 Lausanne, Suisse. Site http://www.cira.ch/

◆ Dans le bulletin de la Kate Shapley Library n° 63-64 (octobre 2010), la revue d'un livre *Anarchism and the City : Revolution and Counter-re - volution in Barcelona 1889-1937*, de Chris Ealham, AK Press (en anglais). Aussi sur Internet : http://www.revolutionbythebook.akpress.org/class-war-in-barcelona-chris-ealhams-anarchism-and-the-city/

◆ *Alternative Press Index*, vol 42, n° 1 (2010), recensement périodique de tous les groupes et publications de la mouvance d'extrême gauche dans le monde. 2040 N. Milvaukee Avenue, 2d Floor, Chicago, ILL 60647, USA.

De la technique

◆ « L'univers technique et son extérieur » dans le n° 47 (décembre 2010) de la revue barcelonaise *Etcétera* : une critique du développement technique et de la nature de ce développement dans les sociétés capitalistes instruite depuis longtemps au sein du groupe *Etcétera*, dont on trouve des échos dans les n°s 5, 32 et 38. Un article proposant une liste de plusieurs auteurs, p. 3 : Karl Kraus, Günther Anders, Jacques Ellul ou Jean-Pierre Voyer, pour aider à réfléchir sur les sciences et les techniques en rapport avec l'exploitation de l'homme par l'homme mais aussi avec les luttes contre cette exploitation.

Liste heureusement complétée par un bref aperçu des écrits de l'Américain Lewis Mumford (1895-1988), p. 6, et une note de lecture, p. 70 à l'occasion de la traduction en espagnol du premier tome d'un des ouvrages de cet auteur datant de 1967, *The Myth of the Machine*, aux éditions Pepitas de calabaza, 2010 (les deux tomes ont été traduits en français aux éditions Fayard, 1973 et 1974). Il arrive fréquemment que des auteurs soient ignorés au bénéfice parfois d'un de leurs pâles copistes. Ce fut le cas avec Lewis Mumford, pourtant traduit en plusieurs langues dans les années 1950 à 1970, dont l'apport théorique s'est retrouvé, en France, platement plagié par Jacques Ellul (1912-1994), théologien, historien du droit et contempteur de la société technicienne à l'ascétisme nourri de protestantisme.

Signalons, sans prétendre à l'exhaustivité, en espagnol de Lewis Mumford : *Arte y técnica* (1952), editorial Nueva Visión, Buenos Aires, 1957 et *Historia natural de la urbanización*, Etcétera, 2004. En français, hormis les deux tomes du *Mythe de la machine* cités plus haut : *Technique et civilisation* (1946) et *La Cité à travers l'histoire* (1961), tous deux aux éditions du Seuil, respectivement en 1950 et 1964.

◆ Dans ce même n° 47 d'*Etcetéra*, des extraits d'une intervention de camarades de ce groupe à Can Masdeu, lors de rencontres sur le thème d'une critique de la société industrielle à propos des « implications de la spoliation de l'humanité par la société industrielle » sous le titre « Desposesión ».

TOUT CE QUI EST MAUVAIS EST BON POUR LA JEUNESSE

PARTOUT DANS LE MONDE, le livre est touché par la propagation des technologies numériques. En France, le seul aspect dont nous débattons vraiment est celui des droits d'auteurs, car notre pays est à la pointe du combat contre l'hydre d'outre-Atlantique qui numérise à tour de bras notre patrimoine écrit. Pourtant, les questions du prix du livre numérique et de la rémunération des auteurs ne sont pas si importantes... mais les brandir bien haut permet d'oublier de discuter de l'essentiel. Certes, dans le monde capitaliste, il serait ridicule d'ignorer que l'activité éditoriale est une branche de l'économie (ou alors elle est militante), et qu'en tant que telle, elle doit dégager du profit, et donc que les éditeurs voire les auteurs doivent pouvoir en vivre. Cependant, il n'est pas certain qu'il y ait à ce point le feu au navire de l'édition papier pour que nous devions d'ores et déjà, comme certains nous y invitent, l'abandonner à son triste sort, jeter par-dessus bord l'éthique et nous précipiter dans le radeau de sauvetage numérique pour tenter de sauver notre peau.

TECHNOPHOBES DE DROITE ET DE GAUCHE, MOUS ET ULTRAS

Cette question des révolutions technologiques qui bouleversent les modes de lecture, de culture ou d'apprentissage n'est pas nouvelle – ce qui ne justifie pas la politique de l'autruche. Posons donc la question essentielle pour l'avenir : la fracture numérique n'est-elle pas d'abord une fracture générationnelle, et à quel niveau doit-elle être analysée pour penser l'évolution de la culture du livre ? Les enfants ne lisent plus comme leurs parents ; ils ne remplissent pas leurs journées de la même façon qu'eux puisqu'ils sont rivés à leurs écrans, toutes les études le montrent, dans tous les pays développés. Dans *La Crise de la culture*, Hannah Arendt posait déjà cette rupture entre générations d'une façon inattendue et que l'on a souvent oubliée. L'enfant a besoin d'être protégé pour, dit Arendt, « éviter que le monde puisse le détruire. Mais ce monde aussi a besoin d'une protection qui l'empêche d'être dévasté et détruit par la vague des nouveaux venus qui déferle sur lui à chaque nouvelle génération » (*in* « La crise de l'éducation »).

Alors que les nouvelles technologies, très vite assimilées par les jeunes générations de *digital natives*, semblent menacer les adultes qui ne les maîtrisent pas, la thèse d'Arendt peut déboucher en droite ligne sur une position politique conservatrice, caractérisée par une technophobie réactionnaire. Cette position

technophobe étant simple, voire simpliste, nous la retrouvons sans surprise sous des cieux politiques très différents. Cela va de quelques cercles de l'ultra-gauche, par exemple chez John Zerzan, chantre du « futur primitif », jusqu'à une partie de la droite et de l'extrême droite pétainiste, en passant par des penseurs comme Paul Virilio : ce dernier se pose toujours dans un regret du monde d'avant le cybermonde, lequel aurait réduit la planète à un point et interdirait désormais toute aventure non technologique.

On retrouve surtout cette technophobie primaire dans une catégorie démographique, les « vieux », et cela n'est pas sans importance : les anciens ont bien raison de se plaindre de ne plus rien comprendre au monde actuel et à Internet en particulier.

Songeons que les générations précédentes pouvaient encore communiquer entre elles, car les évolutions technologiques ne se succédaient pas à un rythme aussi effréné. De nos jours, si des grands-parents veulent communiquer avec leurs petits-enfants, une seule solution, l'« ordi ». Fini l'ère des lettres manuscrites ! Et encore faut-il posséder des logiciels compatibles, car désormais, la course folle du capitalisme globalisé condamne des générations d'ordinateurs, comme de véhicules à moteur ou d'appareils ménagers, à une obsolescence quasi-instantanée. Comme le proclamait Günther Anders dès 1956 dans un texte qui fournit de nombreuses clés à la compréhension de notre présent, nous assistons à l'obsolescence de l'homme.

Les technophobes réactionnaires ont raison sur au moins un point, que personne ne peut contester : le renouvellement hyperrapide des technologies a abouti en quelques années à la fameuse fracture numérique. L'Unesco s'en préoccupait dans son rapport sur les sociétés de partages du savoir, publié en 2005 – ce qui ne nous fait pas remonter à Mathusalem, et pourtant, cinq ans plus tard, nous avons déjà oublié cette donnée essentielle. Or, la fracture numérique s'accroît au lieu de se combler, non seulement entre pays fortement connectés et pays peu ou très peu connectés, mais aussi, dans tous les pays, entre individus connectés et individus non connectés. Qu'on le veuille ou non, et peu importe que seuls les réactionnaires défendent cette position, cette obsolescence rapide de technologies sacralisées par nos normes sociales aboutit à ce que certains individus ou des groupes sociaux entiers ne suivent plus le rythme. Nous en arrivons à une division sociale réelle entre classes d'âge, entre connectés et non connectés, qui peut tout à fait aboutir à une dissolution de la société – ou peut-être est-ce déjà le cas.

Les réflexions qui suivent se placent d'un autre point de vue que celui des technophobes conservateurs, et pourtant elles n'entrent pas en contradiction avec les critiques formulées par Arendt, Anders ou encore Lewis Mumford dans *Le Mythe de la machine* et, pour prendre un auteur bien plus récent, Nicholas Carr dans *The Shallows. What the Internet is doing to our Brains*,

paru en 2010 (titre que l'on peut traduire par « La superficialité. Ce qu'Internet fait à nos cerveaux ») (1). Ces critiques attaquent la technologie au nom d'un processus émancipateur de l'humanité, et pas au nom d'un passé idéalisé.

MCLUHAN : LE RETOUR

Beaucoup de choses sont critiquables sur Internet : le fichage généralisé des courriels et des blogs par les Etats, les entreprises commerciales et les réseaux sociaux ; le manque de fiabilité des données qui sont désormais publiées par n'importe qui ; la faillite du Web dit « social » dont les internautes ne se sont emparé que pour satisfaire leur narcissisme exacerbé ; la place éminente de la pornographie, dont le Minitel avait déjà donné une idée... Mais voilà, critiquer Internet est facile, trop facile ! Cela permet de détourner l'attention des formes précédentes d'information et de communication, qui pourraient peut-être elles aussi être passées au crible ?

Justement : l'édition papier, qui représente en quelque sorte l'ancien monde face aux déferlantes des nouvelles générations dont parle Arendt, n'a pas évolué dans le bon sens. D'abord parce que l'édition n'a pas vraiment anticipé ce qui arrivait. Il est vrai qu'il s'agit d'un phénomène assez nouveau dans ce secteur : la concurrence ne vient pas d'un autre média au sens d'un autre système de diffusion des mêmes informations. Après tout, la radio et la télévision diffusent du texte ou du divertissement, et leurs contenus imitent plus ou moins ceux du papier. Avec Internet, ce sont des outils technologiques qui attaquent les anciens médias – tous, pas seulement le livre, la radio et la télévision aussi sont menacées –, et le rôle du contenu dans son succès est bien moins déterminant que pour la radio ou la télévision.

Ce que propose Internet n'a plus rien à voir avec tous ces médias poussiéreux. Pourtant, il est amusant et étonnant que les technophiles enthousiastes nous serinent leur antienne à longueur d'articles, d'études, d'émissions et même de livres (un comble !) : la culture d'Internet remplace d'ores et déjà celle du livre, mais ils ont besoin du livre, de la radio et de la télévision pour nous le faire savoir !

Voilà quinze ans que ce qui se passe aujourd'hui était prévisible et annoncé ! En réalité, nous vérifions de nouveau, hélas, l'intuition de McLuhan : le message, c'est le médium. Nous la vérifions de la pire des façons.

L'un des défis fondamentaux que pose le numérique au livre en sciences humaines et au documentaire pour la jeunesse, ou encore aux encyclopédies (mais elles ont presque toutes disparu), est l'accélération du temps. Le temps internet, qui est de l'ordre de l'immédiateté, entraîne une obsolescence très rapide des données documentaires. Du coup, l'ouvrage papier est en quelque sorte périmé avant d'être imprimé... Déprimant, même si cela n'est pas vrai pour une large part des documentaires, ou n'est jamais vrai, mais cette réactivité, ce culte de l'immédiateté est un atout majeur de sites tels que *Wikipédia*. Il y a donc une lutte à mener autour de la fiabilité des données, dont *Wikipédia* n'est pas le meilleur exemple... Pour anéantir le mythe du cerveau collectif porté par cette encyclopédie, il va falloir un bel effort pour que la cote de l'édition classique remonte. La Toile n'est pas fiable, mais nous la préférons aux ouvrages papier parce que l'immédiateté et la réactivité nous semblent les vraies valeurs de notre monde, et

(1) De Nihcolas Carr, on peut lire en français : « Est-ce qu'Internet nous rend idiot ? » ; à imprimer sur http://www.internetactu.net/2009/01/23/nicolas-carr-est-ce-que-google-nous-rend-idiot/ (Note d'*Echanges*.)

non la fiabilité. Désormais, connaître, ce n'est plus comprendre, analyser, prendre le temps de réfléchir ; c'est savoir ce qui vient de se passer à l'instant, ou lire un digest du dernier ouvrage à la mode. Ou plutôt, connaître, ce n'est même plus cela...

L'immédiateté n'est pas le seul bonus offert par la culture numérique. Son autre atout maître est l'accumulation inouïe, grâce à l'outil prodigieux qu'est le moteur de recherche, d'informations (vraies et fausses), qui s'empilent les unes sur les autres à un rythme vertigineux. Si le livre de sciences humaines ou l'ouvrage documentaire pour la jeunesse sont menacés, ce n'est pas tant à cause du fond de leurs contenus que de l'extension infinie des « pages web » que met à notre disposition leur concurrent direct, lequel, encore une fois, n'est pas un site ou une mégabase de données, mais un ensemble d'outils : l'architecture de la Toile et les moteurs de recherche. En dernière analyse, donc, connaître devient équivalent à savoir où trouver ce qu'on cherche...

Voici surtout où McLuhan était visionnaire. Les expériences les plus sérieuses, menées depuis 1989 (!) par des partisans d'Internet dans des universités américaines notamment, montrent que la navigation sur Internet et la lecture sur écran, avec ses hyperliens et ses contenus multimédias, ne font pas fonctionner les mêmes zones du cerveau que la lecture « apaisée » du papier. Or, la lecture sur papier est beaucoup plus favorable à la mémoire et à la compréhension que la lecture sur écran. Celle-ci, plus ou moins souvent distraite par des éléments extérieurs à ce que l'on est en train de lire, est moins soutenue, plus chaotique, au point, disent les scientifiques, que cela gêne considérablement la compréhension et la mémorisation, et, avec la fréquentation quotidienne de l'écran, jusqu'à la capacité de l'usager de l'écran à se concentrer, comme l'explique l'excellent ouvrage de Carr. Ainsi que le dit un vice-président de HarperStudio, « les *e-books* ne sont pas simplement des livres imprimés livrés électroniquement. Nous devons tirer avantage du médium et créer quelque chose de dynamique, qui améliore l'expérience. Je veux des liens, et derrière les scènes, des bonus et de la narration et des vidéos et de la conversation ». Ce qui compte n'est pas le message, pour ces vendeurs de tablettes ou de liseuses ; seul importe le contenant, le médium.

Ceci est fondamental pour tout ce qui relève de la pédagogie, et implique que les manuels scolaires numériques, qui fournissent tout un environnement prétendument « interactif », sont tous mauvais. Le médium est bel et bien le message : il nous conditionne à ne recevoir qu'un certain type d'informations, peu importe les contenus puisque nous ne saurons plus vraiment les relier les uns aux autres, construire des raisonnements autonomes et nous penser ainsi comme des animaux sociaux interagissant les uns avec les autres. C'est l'endroit exact de la véritable fracture numérique – l'autre fracture numérique, celle de la densité de connexions, n'en est que le pâle reflet : elle indique les sociétés dans lesquelles les rapports entre les êtres sont le plus médiatisés par des images, et ces sociétés les plus réifiées sont aussi celles que l'on dit les plus développées. Cela suppose une intéressante contradiction dans ce monde, où les « raisonneurs » ne seront plus issus du monde technologique avancé... Qui l'emportera : la technologie ou la raison ? Le combat est loin d'être joué.

OU L'HUMAIN A-T-IL ENCORE UNE PLACE ?

Internet se présente comme un formidable empilement d'informations diverses,

personnelles, associatives, journalistiques ou politiques, encyclopédiques ou théoriques, toutes accessibles sur la Toile – sous réserve quand même que la « Toile des connaisseurs » reste la toile profonde, le *Deep Web* des Anglo-Saxons, toile « invisible » comme nous disons ici, inatteignable par les moteurs de recherche. Cet empilement d'informations n'est pas équivalent à ce que l'on appelle d'ordinaire la connaissance, dont le but est l'émancipation des individus. Le Net favorise l'empilement mais pas la construction d'une connaissance critique. Nous sommes les pions d'un Trivial Poursuit.

Cette facilité de stockage et d'accès a une conséquence fondamentale : le rôle du cerveau humain est modifié par la technologie numérique ; la mémoire devient informatique et risque de ne bientôt plus être une affaire de neurones et de synapses. Quelle est la place de la machine par rapport à l'homme ? Cette question éthique, qu'on ne discutera pas ici, débouche sur un dilemme politique : où sera la liberté dans une société qui ne s'informera et ne communiquera que par le biais d'Internet ?

Sur le plan quantitatif, sur celui de la vitesse d'exécution, l'être humain ne peut rivaliser avec les machines informatiques. D'où un nouveau problème, cette fois éditorial : le rôle du livre ne peut plus être, face à la concurrence de l'immédiateté, de fournir des données plus fraîches et plus abondantes que celles d'Internet puisque le combat est perdu d'avance. Il peut cependant en fournir de plus fiables. Certes, mais qui saura reconnaître le fiable dans une société qui privilégie, on l'a vu, d'autres critères ? La question exige une réponse réaliste.

Quant au livre pour la jeunesse, et en particulier au documentaire, son rôle ne s'est jamais borné, chez les bonnes maisons d'édition, à fournir des informations fiables. Les livres pour les jeunes se sont surtout consacrés à faire réfléchir le lecteur, à lui donner les outils de sa propre liberté. C'est justement ce qu'Internet ne fournit pas, ou alors d'une manière bien moins accessible que le livre. Internet, les blogs, les réseaux sociaux et même les encyclopédies donnent surtout des outils pour consommer, pour accepter le monde tel qu'il est. Bien entendu, sur Internet, on peut aussi trouver des informations dérangeantes et des réflexions subversives, mais elles sont noyées dans un fatras de données remontées des profondeurs grâce à leur *page rank* favorable, lequel n'a rien à voir avec la qualité et la fiabilité. De plus, une grande part des sites les plus intéressants font partie de la Toile invisible.

La société numérique ne constitue pourtant pas une rupture dans l'évolution vers un individualisme apeuré et agressif ; elle se situe plutôt dans la continuité de ce processus ancré dans les sociétés contemporaines : individualisation et désintégration sociale. L'idée d'émancipation et les ouvrages qui se consacrent à la propager sont en diminution ou en voie d'extinction. Sans que cela dérange qui que ce soit : l'état de violence latente de nos sociétés se satisfait du couvre-feu auto-imposé, dû à Internet et à la télé. Tout le monde chez soi de 20 heures à l'aube. A ces heures-là, tout le pouvoir est aux écrans !

Nous vérifions la justesse d'une des thèses marxistes les plus célèbres : la culture dominante est la culture de la classe dominante. Nous pouvons compléter : aujourd'hui, les outils culturels numériques proposés par la classe dominante sont des outils de domination. Le prouvent la fracture numérique ou la qualité de la Toile payante par rapport au Web social.

UN NOUVEAU RÔLE POUR L'ÉDITION JEUNESSE ?

Tout ce qui est mauvais est bon pour la jeunesse ! Ce sont les jeunes que nous gavons de nourritures empoisonnées, trop sucrées, trop grasses, trop salées. Ce sont eux qui vivent au milieu des écrans, ceux de leur téléphone portable, de l'ordinateur, des jeux vidéo et de la télévision, laquelle n'est même plus familiale car la famille est devenue un hôtel, avec télévision dans toutes les chambres. Ce sont les jeunes encore auxquels quelques mauvais éditeurs dicodesfillesophiles et dinosaurolâtres prétendent vendre leur piètre production. Et voici qu'on nous annonce l'arrivée de l'e-book !

La culture des écrans, dira-t-on, n'est pas une catastrophe. L'humanité a vécu des drames sans doute bien pires, et à des périodes encore très récentes. Cependant, c'est une forme de culture qui est attaquée pour n'être remplacée que par du vide, et même pire que du vide : un brouet anti-émancipateur. Et ce sont nos enfants à nous qui sont touchés. Comme le suggérait Arendt, le monde se protège. Mais en abrutissant les nouvelles générations, et ce n'avait peut-être jamais été, auparavant, à une telle échelle, sauf dans les totalitarismes. La démocratie est-elle en train de virer de bord, à l'ère globale, alors qu'elle semble bien incapable de gérer les problèmes planétaires complexes qu'elle crée ?

Comme le dit Marianne Wolf, une universitaire nord-américaine qui étudie les modes de lecture, « Nous ne sommes pas seulement ce que nous lisons. Nous sommes comment nous lisons ». Les éditeurs pour la jeunesse ont ici un rôle éminent à jouer, avec les autres acteurs concernés de la chaîne du livre : auteurs, libraires et passeurs de tous ordres (à l'exclusion donc des diffuseurs-distributeurs qui ne se préoccupent que de rentrées d'argent, le contenu important moins que le contenant dont l'apparence est pour eux déterminante).

Les élites « objectives », celles qui poussent leurs enfants à étudier, qui sont donc les profs en premier lieu (la moitié des élèves de Polytechnique ont au moins un parent prof !) et tous les adultes soucieux de l'avenir, vont continuer à s'intéresser au papier, d'autant plus que, comme le montrent les neurologues, le papier ne fait pas fonctionner les mêmes zones du cerveau que l'écran. Or, les zones « papier » du cerveau sont aussi les zones qui, si elles sont mises à contribution chaque jour, assurent presque à tout coup une situation sociale favorable. Tout ce qui permet à la jeunesse de se forger une opinion critique sur ce monde participe à la lutte pour l'émancipation de l'humanité. Bien entendu, le documentaire pour la jeunesse n'est qu'une toute petite partie de ce terrain de luttes, mais nous n'avons pas le droit de le déserter.

Nous faisons donc des livres pour cette élite-là ? Aujourd'hui, la réponse est oui. Même si cela est très embêtant, la situation actuelle se résume à : tout ce qui est mauvais est bon pour la jeunesse, sauf bien sûr chez l'élite, qui se rend compte de cet immense gâchis humain et en tire profit. Une solution est d'écrire, de publier et de proposer des livres qui fassent douter les jeunes qui lisent encore et qui leur donnent envie de ne pas devenir l'élite qui opprimera, mais de participer aux luttes pour l'émancipation. L'idée n'est pas nouvelle. Peu importe : dans la situation qui est la nôtre, c'est l'un des rares moyens de reprendre l'offensive contre un système qui nous broie et que nous ne voulons pas sauver.

Philippe Godard
Contact : ph.godard@free.fr

Avant 1789

◆ Sous le titre « Avant la révolution », *Offensive* consacre le dossier de son n° 28 (décembre 2010) aux « révoltes populaires de l'an mil à 1789 » : « Un moyenâge rebelle », « Les Ciompi, la première révolte de la classe ouvrière ? », « De la réforme à la guerre des paysans », « Frères du libre-esprit », « Bref éloge et petite critique des mouvements millénaristes dans l'Europe chrétienne du bas moyen âge », « L'union fait la France, histoires dissidentes en Bretagne et ailleurs. Les sorcières, figures de résistance à un changement de société », « Dans l'Angleterre du XVII[e] siècle : "Gloire ici-bas, tous bêcheux !" », « La révolution sans le progrès », « Les premières résistances au libéralisme », « Vaucanson ou le prototype de l'ingénieur », «

1944 : la mythologie du CNR

◆ Dans le mensuel de l'Organisation communiste libertaire (OCL) *Courant alternatif* n° 207 (février 2011), des « Réflexions sur le Conseil national de la Résistance », à l'heure où celui-ci est remis au goût du jour par une gauche en mal de références. Pour l'OCL, c'est le CNR, instrument au service de la bourgeoisie, qui mettra en place les Comités de libération, « afin de restaurer le pouvoir d'Etat, dans l'incertitude de la période et face à une classe ouvrière encore armée ». Une interprétation légèrement différente de celle donnée par Grégoire Madjarian dans son livre *Conflits, pouvoirs et sociétés à la Libération* (UGE 10/18, 1980), pour qui, dans le vide créé par le départ des forces d'occupation et l'effondrement du régime de Vichy, il y a en France à l'été 1944 « irruption et enchevêtrement de différents pouvoirs de fait, et une lutte entre eux, qui ne s'achève qu'au cours de l'année 1945 » : l'un « de l'intérieur » (comités de libération, surgis spontanément des forces de la résistance, issues de la lutte clandestine et du soulèvement populaire) ; l'autre « de l'extérieur » : appareil civil (préfets) et militaire importé de Londres (De Gaulle) ou d'Alger (le CNR regroupant les trois grands partis politiques, dont le PCF qui défend encore une stratégie de « front populaire »). Une certaine ambiguité aurait subsisté jusqu'en janvier 1945, date à laquelle le Parti communiste interviendra pour obtenir des institutions « de l'intérieur » « soit l'abandon de leurs pouvoirs réels, soit leur dissolution et leur désarmement ». L'alliance

entre gaullistes et communistes jouera pleinement au nom de l'union nationale et du redressement économique. Le programme social aujourd'hui mis en avant – retaites, sécu... – n'étant, écrit *Courant alternatif*, « que la résultante du compromis entre une bourgeoisie républicaine, nationaliste et catholique et les forces de gauche contre les travailleurs et paysans en armes mêlant à la liesse de la libération des revendications sociales et politiques ».(De fait, le désarmement des populations et diverses milices ou gardes patriotiques ne se fera pas sans mal et, prôné dès octobre 1944, ne sera effectif qu'au printemps 1945.)
Autre rappel : si le CNR prévoyait l'extension des droits politiques et sociaux aux populations coloniales, c'est une politique purement répressive qui sera appliquée par les gouvernements se réclamant de lui, marquée en Algérie par les massacres de Sétif et de Guelma le 8 mai 1945, à Madagascar par les massacres de 1947.

Madagascar

◆ Après le « Cameroun 1955-1971 », le deuxième article d'une série sur les massacres perpétrés par le

Il y a cent ans, la révolution mexicaine

◆ **« Deux cents ans après l'Indépendance et cent ans après la Révolution : le Mexique entre guerres civiles et résitances », un long article de Claudio Albertani dans le n° 47 (décembre 2010) de la revue barcelonaise *Etcétera* relie révoltes passées et présentes au Mexique avec pour fil rouge « combiner "communalisme" des indigènes et luttes ouvrières dans leurs expressions les plus avancées ».**
◆ **« Les anarchistes dans la révolution mexicaine », un dossier de douze pages dans *Alternative libertaire* n° 201 (décembre 2010) : « Il y a cent ans, une prise d'armes au cri de "Tierra y libertad" », « Chronologie : six mois d'épopée en Basse-Californie, 20 novembre 1910-22 juin 1911 », « Controverse en France : la révolution mexicaine est-elle communiste ? », « Le manifeste du 23 septembre 1911 », « Le magonisme aujourd'hui, une mémoire à se réapproprier ».**
◆ **Dans *Correspondance* n° 1 (janvier 2011) une critique de *Les Révolutions du Mexique* (Americo Nunès, Ab Irato) (BP 18, rue des Tanins, 07380 Lavelade) (copies à Echanges).**

A la commune Ricardo-Flores-Magon de Oaxaca.

colonialisme français dans *Courant alternatif* n° 204 (novembre 2010).

Le Front populaire contre les occupations

◆ « Le Front populaire contre les occupations d'usine », dans *Courant alternatif*, mensuel de l'OCL, n° 206 (janvier 2011).

Tolstoï, Lénine et Henriette Roland-Holst

◆ Robert Camoin, l'animateur de *Présence marxiste*, publie une brochure *Léon Tolstoï vu par Lénine et Henriette Roland-Holst* » (5 euros, R. Camoin, Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux).

Un centre d'histoire sociale à Barcelone

◆ Depuis 1977, se trouve à Barcelone, hors circuit touristique, un endroit qu'il ne faut pas manquer : l'Ateneu enciclopèdic popular qui héberge le Centre de documentació historicosocial. Un chapitre dans l'ouvrage collectif *La Barcelona rebelde. Guía de una ciudad silenciada* (éditions Octaedro, 2003), dont nous avons déjà parlé dans *Echanges*, rappelle l'origine de l'Ateneu, fondé après l'échec de la grève générale de 1902, disparu avec la victoire des franquistes à la fin des années 1930 et réapparu après la mort de Franco. Un lieu situé non loin de l'Arc de triomphe à Barcelone (Passeig de Sant Joan 26, 1r 1a, 08010 Barcelona, Espagne), riche d'une vaste documentation sur la guerre civile de 1936-1939 et sur les mouvements antifranquistes de 1939 à 1975 ainsi que sur les luttes ouvrières récentes, qui organise régulièrement des réunions sur les thèmes les plus divers. Une documentation accessible à tous les lundis et mardis de 18 h 00 à 21 h 00, et les mercredis de 18 h 30 à 21 h 00. Par ailleurs, l'Ateneu édite une petite revue semestrielle depuis plusieurs années, Enciclopèdic, de tendance anarchiste, où le lecteur trouvera des renseignements sur ses activités et des articles, en espagnol et quelquefois en catalan, sur un thème indiqué en couverture : citons, par exemple, Kropotkine (n° 30, janvier 2005), Athénéisme (n° 32, janvier 2007), Clandestinité (n° 33, décembre 2007) et Ferrer i Guàrdia (n° 35, janvier 2010). Le dernier numéro (n° 36, octobre 2010) est consacré aux médias alternatifs, un état des lieux surtout centré autour de la presse écrite mais qui recense aussi une radio et une antenne de télévision ; le groupe Etcétera et sa revue, avec qui nous entretenons des relations amicales, y ont naturellement leur place.

Contacts : Ateneu enciclopèdic popular/Centre de documentació historicosocial, Ap. Correus 22212, 08080 Barcelona ; www.ateneuenciclopedicpopular.org ou revistaenciclopedic@yahoo.es

Balance

◆ Deux articles en catalan : « Le refus de la Seconde République et de la Généralité d'accorder le droit d'asile à Trotsky en 1931 » et « Note de lecture : François Cerutti, *D'Alger à Mai 68 : mes années de révolution*, éd. Spartacus, 2010 » ; et un en espagnol : « L'organisation armée de la CNT à Barcelone (1933-1938) », dans le cahier n° 35 (novembre 2010) de la revue barcelonaise *Balance*.

Contacts : Balance, Apartado 22010, 08080 Barcelona, Espagne ; chbalance@gmail.com

Le centenaire de la Confédération nationale du travail

◆ Au milieu des multiples festivités qui ont marqué en 2010 le centenaire de la naissance de la Confédération nationale du travail espagnole, un entretien avec Noam Chomsky dans le n° 374 (janvier 2011) de *CNT*.

◆ Discussions, livres, théâtre, expositions, poésie et cinéma lors de journées culturelles à Córdoba (Cordoue) entre le 2 novembre et le 8 décembre 2010 autour du X^e^ Congrès de la Confédération nationale du travail espagnole, 8 pages dans le n° 372 (novembre 2010) de *CNT*, l'organe de cette Confédération.

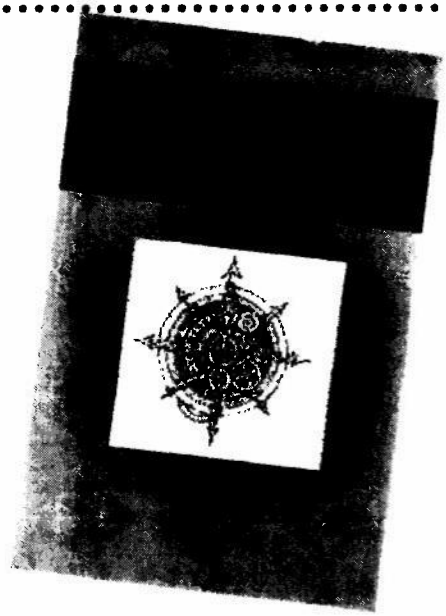
◆ « Il y a cent ans, naissance d'une légende » : Miguel Chueca retrace, dans *Alternativa libertaire* n° 200 (novembre 2010), le congrès de Solidaridad Obrera à l'issue duquel fut fondée une nouvelle confédération ouvrière, qui attendra 1911 pour adopter le nom de CNT.

Les kolkhozes étaient rentables... avant 1929

◆ Rentables, les kolkhozes (« exploitations collectives ») ? oui, avant la grande collectivisation annoncée par Staline en 1929. C'est la thèse que défend l'historien Eric Aunoble dans « Les succès méconnus d'une agriculture socialiste (URSS, années vingt) » dans *Gavroche* n° 165 (janvier-mars 2011). Les kolkhozes produisent plus et mieux que les exploitations individuelles et livrent beaucoup d'excédents. Pourtant, les dirigeants ne les ont jamais vraiment soutenus. Pour l'auteur, cette efficacité reposait sur un facteur social, leur cohésion, fruit du volontariat.

Lorraine cœur d'acier

◆ Egalement au sommaire de *Gavroche* n° 165 (janvier-mars 2011) : « Lorraine cœur d'acier 1979-1980, une radio de lutte CGT qui fait toujours polémique ».



Fortunes de mer, lignes maritimes à grande vitesse : les illusions bleues d'un capitalisme vert

éd. Acratie.

Un groupe militant « La Mouette enragée » sis à Boulogne-sur-Mer, bien placé pour connaître les dessous des activités portuaires, a eu la bonne idée de démonter les grands projets capitalistes visant en partie à revitaliser l'activité déclinante de ce port (chute du trafic transmanche, fermeture d'une aciérie, concurrence active des ports voisins français et étrangers dans cette zone d'intense trafic maritime, façade atlantique de l'Europe industrielle).

Le nouvel outil de cette concurrence – les autoroutes de la mer – n'est en fait qu'un nouvel épisode du développement du capitalisme moderne. Dans la recherche du profit maximum gagné sur le temps, sur les travailleurs et sur les concurrents, les premières expériences de ces « autoroutes » seraient décevantes.

Partant d'une analyse poussée des développements du trafic maritime et de ses conséquences tous azimuts (depuis les modifications géopolitiques jusqu'à l'impact écologique en passant par celui sur les conditions d'exploitation de la force de travail) cette étude aborde la question du rôle des diverses formes de transport de la marchandise et de leur impact sur l'économie capitaliste elle-même. Ce faisant, l'ouvrage souligne toutes les incertitudes non seulement concernant Boulogne mais l'ensemble du trafic maritime, non seu-

Les Forçats de la mer

Nous avons rendu compte de *Villains of All Nations Atlantic Pirates in the Golden Age* de Marcus Rediker (éd. Verso, 2004) dans le n° 125 d'*Echanges*, p. 71, puis signalé sa version française : *Pirates de tous les pays. L'Age d'or de la piraterie atlantique (1716-1776)* (éd. Libertalia, 2008) dans notre n° 127, p. 73, en même temps que celle d'un ouvrage écrit par le même auteur en collaboration avec Peter Linebaugh, *L'Hydre aux mille visages, l'histoire cachée de l'Atlantique révolutionnaire* (éd. Amsterdam). La traduction d'un autre ouvrage de Marcus Rediker, *Les Forçats de la mer. Marins, marchands et pirates dans le monde anglo-américain (1700-1750)* vient de paraître, de nouveau aux éditions Libertalia (2010).

lement liées à la crise mais aussi aux effets néfastes du développement capitaliste lui-même (le réchauffement climatique) qui permet aux apprentis sorciers du capital, à la recherche éperdue de la poule aux œufs d'or du profit maximum, de spéculer sur leurs propres turpitudes.

H. S.

La Mouette Enragée BP 403
62206 Boulogne sur Mer Cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr

Borders of Socialism, Private Spheres of Soviet Russia

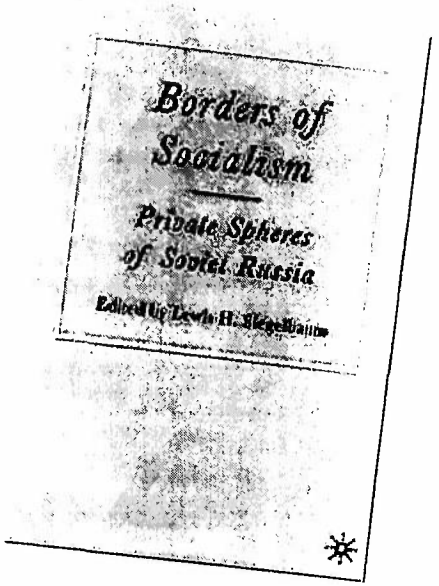
Textes (en anglais) sur la Russie soviétique réunis par L. H. Siegelbaum ed. Palgrave Macmillan.

Pour qui s'intéresse encore à ce que fut la Russie soviétique et aux constantes historiques qui, par-delà les superficialités parfois très rigoureuses et cruelles, modèlent l'histoire réelle des sociétés humaines, cet ouvrage apporte une contribution, certes limitée mais précieuse. Un des articles : « La revendication de la propriété : le lopin de terre privé dans l'ère soviétique, le domaine des femmes » analyse finement comment cette appropriation de la terre qu'on cultive soi-même put être préservé avec une fonction économique élargie malgré toutes les vicissitudes de la collectivisation. L'article va même au-delà en montrant qu'après un déclin durant l'ère Eltsine et l'introduction de la liberté du marché, le chaos économique redonna force à cette appropriation et fonction du « lopin de terre », toujours sous l'impulsion des femmes.

Les autres textes touchent des domaines très divers mais qui soulignent que l'« homo sovieticus » pouvait se ménager parfois à une grande échelle une vie « privée » bien différente, malgré tous les risques que cela comportait, de la vie préfabriquée que les idéologues du régime tentaient de lui imposer.

Ces coups de projecteurs touchent l'expression artistique, la relation avec la loi, la circulation automobile, le rapport entre activisme féminin et vie domestique, les animaux de compagnie, la signification de la vie privée notamment dans les habitats collectifs et la constitution d'un univers personnel, l'émergence du hooliganisme, les relations personnelles, tous sujets qui permettent de se faire une autre idée, si l'on s'y intéresse encore, des cheminements de la vie et des relations individuelles sous la chape de plomb de la dictature

H. S.



BROCHURES DISPONIBLES

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie depuis 1993 le bulletin gratuit

***Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*),**

recension irrégulière des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org

ÉCHANGES N° 125 Hiver 2010